VILLE DE GRASSE

**PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU
CONSEIL MUNICIPAL**

DU 30 JUIN 2015

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUIN 2015

C'est avec beaucoup de tristesse et d'émotion que nous avons appris le décès de Monsieur Charles Pasqua, hier soir, à Suresnes. Enfant de Grasse, l'ancien ministre de l'Intérieur a mené pendant près de 50 ans une longue et belle carrière politique. Dès 1943, il s'engage dans les réseaux de la France Libre et rejoint en 1947 le Rassemblement du Peuple Français (RPF) créé par le Général de Gaulle. Fidèle au Général, il participe activement à la fondation du nouveau parti gaulliste, l'Union pour la Nouvelle République (UNR), auquel succédera l'UDR (Union des Démocrates pour la République). Il rentre à l'Assemblée Nationale de 1968 à 1973 en tant que Député des Hauts de Seine. Département des Hauts de Seine qu'il présidera de 1973 à 1976 et qu'il reprendra en 1988. Parallèlement, il va participer avec Jacques Chirac à la création du RPR (Rassemblement pour la République) qui remplacera l'UDR. Il sera un des hommes forts du Comité Central. En 1977, il devient Sénateur (RPR) des Hauts de Seine réélu à 3 reprises en 1988, 1995 et 2004. Ministre de l'Intérieur de 1986 à 1988 et de 1993 à 1995, il assoit une autorité naturelle qui lui donnera la reconnaissance des forces de police du pays - Il a anticipé et organisé la lutte contre le terrorisme sur le plan national - Souvenez-vous ! :

« Il faut terroriser les terroristes ». Un des nombreux combats qu'il mena dans sa vie fut aussi celui du Non au référendum du Traité de Maastricht en 1992, accompagné de son fidèle ami Philippe Seguin. Il créera en 1999, le Rassemblement pour la France avec Philippe de Villiers et sera élu au Parlement Européen.

J'ai rencontré pour la dernière fois Charles Pasqua, le 17 février dernier, dans des circonstances bien tragiques, il s'agissait des obsèques de son fils Pierre-Philippe. Charles Pasqua était un homme de caractère, de conviction, d'engagement, profondément humain, fidèle en amitié, qui aimait venir se ressourcer en famille dans notre ville, à Saint-Jacques. Je retiendrai de lui son autorité naturelle, son charisme, son franc parler mais également son humour et sa verve méditerranéenne. Pour de très nombreux Grassois, il restera dans le souvenir de chacun une personnalité directe, déterminée et attachante. Nous avons perdu, hier soir, un enfant de Grasse qui a consacré sa vie au service de son Pays : la France.

Mes chers collègues, je vous remercie d'observer une minute de silence en sa mémoire.

Silence

Merci.

Comme vous le savez, je travaille depuis de nombreux mois sur la désensibilisation des emprunts structurés. Je me bats avec force pour trouver une issue favorable à ces dossiers épineux dont les enjeux sont majeurs pour l'avenir de notre ville. La semaine dernière, j'ai sollicité et obtenu un rendez-vous au plus haut niveau des responsabilités de l'Etat dans le cadre du fonds de soutien. Rendez-vous qui s'est tenu vendredi dernier à Paris et sera suivi d'une rencontre, déjà planifiée pour le 3 juillet prochain avec le Président Directeur Général de la SFIL afin d'obtenir une solution optimale de désensibilisation. Ces échanges, vous le comprendrez, doivent rester confidentiels, dans le même état d'esprit que les tractations que nous avons tenues avec DEPFA l'année dernière.

Cependant, je dois d'ores et déjà vous informer qu'un Conseil Municipal devra se tenir le 20 juillet prochain de 16 à 18 h sur ce sujet.

Je vous remercie

Par ailleurs, nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui notre nouveau Directeur des Services, Stéphane FERRERO, qui a pris ses fonctions le 18 mai dernier et à qui nous souhaitons la bienvenue.

Je déclare la séance de notre Conseil Municipal ouverte.

Je vous propose de nommer Monsieur Chems SALLAH secrétaire de séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel.

Je vous propose que nous puissions adopter le procès verbal du 14 avril 2015. Avez-vous des observations concernant l'approbation de ce procès verbal ?

Monsieur EUZIERE avez-vous des observations concernant ce procès verbal ?

Monsieur Paul EUZIERE

Non.

Monsieur le Maire

Monsieur DEGIOANNI avez-vous des observations concernant ce procès verbal ?

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Non.

Monsieur le Maire

Ce procès verbal est adopté à l'unanimité.

Deux délibérations sont retirées de l'ordre du jour :

2015-137 Parfum Galop – Manifestation équestre : l'organisateur a eu un différent important avec une production et à ce titre un nombre de griefs sont apparus entre l'association et la société et nous n'avons pas souhaité être co-organisateur afin de ne pas rentrer dans un éventuel conflit.

2015 – 138 Stade Perdigon – Dépôt de permis de construire : suite au marché infructueux conception réalisation la ville doit relancer un marché de maîtrise d'œuvre, c'est pourquoi il est impossible de connaître actuellement le projet détaillé de cette couverture. La délibération sera remise à l'ordre du jour dès validation du projet architectural.

Il y a des modifications sur les délibérations suivantes :

2015 – 100 Taxe de séjour : délibération modifiée suite à une erreur matérielle, vous n'avez pas reçu la dernière version (modification de la date d'effet, 1^{er} octobre). Délibération transmise par mail le vendredi 26 juin.

2015 – 102 Sieste parfumée délibération modifiée (l'événement est programmé uniquement le 25 juillet) Délibération et convention transmises par mail le vendredi 26 juin.

2015 – 103 Réserve parlementaire : il a été rajouté la part de la ville soit 32 500 € H.T. Délibération transmise par mail le vendredi 26 juin et déposée sur votre table ce jour. Les corrections sont en vert.

2015 – 104 Renouveau Urbain – Acquisition des bâtiments dits des hangars
Premier paragraphe rajouté. La délibération vous a été déposée sur table et les modifications sont en rouge.

Motion rajoutée à l'ordre du jour après réunion avec les Présidents de groupe :

2015-140 Motion suppression académie de Nice. Motion transmise par mail le vendredi 26 juin.

Question diverse rajoutée à l'ordre du jour

Il a été rajouté une question écrite de Madame Myriam LAZREUG qui sera abordée à la fin de la séance. La question porte sur :

La commune de Grasse décide-t-elle d'intenter toute action judiciaire nécessaire au recouvrement de la part TCSP du versement transport versé indûment depuis le 2 août 2010, en l'absence de commencement des travaux afférents au FUNICULAIRE et ce en application de l'article L 233-6 du C.G.C.T ?

Merci de noter nos prochaines dates de Conseil Municipal qui se tiendront :

- Le lundi 20 juillet de 16h00 à 18h00.

Et je vous remercie de confirmer votre présence auprès de Véronique CESARI pour la police de l'assemblée.

- Le mardi 22 septembre à 14h30.

**2015 - 94 ACCORD LOCAL DE REPARTITION DES SIEGES AU SEIN DE L'ORGANE DELIBERANT
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE EN APPLICATION DE
LA LOI DU 9 MARS 2015**

Monsieur le Maire

Comme vous le savez, en application d'une décision du conseil constitutionnel qui a censuré la possibilité d'accord local de répartition des sièges et suite à l'annulation des élections municipales de la commune de Cabris, le Préfet avait ramené la composition du conseil de communauté de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse à 62 sièges. La loi du 9 mars 2015 a réintroduit une possibilité d'accord local. Les nouvelles possibilités d'accord local sont beaucoup plus contraignantes avec notamment des règles de lien entre proportion de population et proportion de sièges. En revanche, cette loi permet une répartition de 71 sièges entre les communes. En application de la loi du 9 mars 2015, la répartition dérogatoire des sièges doit être adoptée avant le 9 septembre 2015 par au moins les deux tiers des conseils municipaux des communes représentant la moitié de la population totale de celles-ci ou au moins la moitié des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population totale. Etant ici précisé que l'avis favorable de la commune de Grasse est indispensable, car cette dernière représente plus de 25% de la population totale. Vous avez sur la délibération un tableau qui retrace la répartition actuelle des sièges du conseil de communauté et la nouvelle répartition proposée. Vous constaterez que la Ville de Grasse conserve le même nombre de sièges. Avez-vous des demandes de prise de parole ?

Monsieur Paul EUZIERE

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur le Maire

Monsieur EUZIERE, je déplore votre abstention et il n'y a rien d'illégal pour reprendre vos propos dans cette délibération. Cette délibération est validée par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes et le conseil constitutionnel a jugé que l'ensemble de ces dispositions ne méconnaissent pas le principe de légalité devant le suffrage et sont conformes à la constitution. C'est le texte que m'a adressé le conseil constitutionnel au sujet de cette délibération.

Monsieur Paul EUZIERE

Ce qui est illégal ce n'est pas la répartition.

Monsieur le Maire

Ni la délibération.

Monsieur Paul EUZIERE

Je n'ai pas parlé de cela mais du mode de désignation qui est illégal.

Monsieur le Maire

Il n'y a rien d'illégal, ni sur la répartition, ni sur la forme et je suis sûr que cette délibération sera validée au contrôle de légalité. Néanmoins, j'ai ressenti la même chose que vous lorsque suite à l'incidence de la municipalité de Cabris nous avons eu cet accord local qui a été remis en cause et où pour la première fois en mars 2014 nos concitoyens avaient le choix d'élire et de choisir des conseillers municipaux et communautaires dans le même bulletin de vote. Ils sont issus du suffrage universel direct que je respecte par-dessus tout. La première injustice s'est trouvée là. Certaines personnes désignées par les urnes, siégeant dans une instance communautaire, ont été, à cause d'un événement extérieur, privées de ce mandat. Ce que nous proposons aujourd'hui, et je déplore votre abstention, est de réparer cette question. Vous l'avez vu dans le tableau qui vous est transmis, les différentes communes impactées retrouvent un poids de représentativité de la commune au sein du conseil communautaire conforme à ce moment qui a précédé l'invalidation de la mairie de Cabris. Vous avez raison, de dire qu'il appartiendra à chaque conseil municipal de faire ses choix, en leur âme et conscience, et de dire s'ils feront siéger au sein du conseil communautaire ce qui est issu du suffrage universel direct de mars 2014 ou si c'est un choix de renforcer un exécutif communal au sein d'un exécutif communautaire. Est-ce cela que vous pointez du doigt ?

Monsieur Paul EUZIERE

Je pointe du doigt qu'en deux mouvements on va avoir éliminé les oppositions et cela c'est contraire à l'esprit de la Loi et à la constitution.

Monsieur le Maire

Cela, c'est votre esprit qui vous le dicte.

Monsieur Paul EUZIERE

Prenons l'exemple du Tignet. Est-ce que Monsieur SERRA va revenir au Conseil Communautaire ?

Monsieur le Maire

Ce n'est pas à nous d'en décider dans ce Conseil Municipal de Grasse.

Monsieur Paul EUZIERE

Oui.

Monsieur le Maire

Non.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous sommes conseillers communautaires. Oui car chaque Conseil Municipal désigne, ce ne sont plus les électeurs qui désignent.

Monsieur le Maire

Vous avez raison là-dessus mais moi je ne remplace pas le Conseil Constitutionnel. Le Conseil Constitutionnel a jugé que l'ensemble de ces propositions ne méconnaissent pas le principe de légalité devant le suffrage.

Monsieur Paul EUZIERE

Mais pas ce mode de désignation qui est l'objet d'une circulaire.

Monsieur le Maire

Moi je ne fais qu'appliquer ces orientations et je rejoins votre pensée et l'approche qui est la vôtre en disant que c'est à la charge de chaque Conseil Municipal de désigner, dans le souci du respect de ce qui émane des élections de mars 2014, ou non les personnes qui siégeront dans le Conseil Communautaire.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Vous ne pouvez pas faire d'ingérence dans les communes d'à côté mais si je prends l'exemple de Monsieur SERRA, la commune du Tignet avait deux élus, elle en a perdu un donc Monsieur SERRA a perdu son siège et là il se trouve que la commune du Tignet va récupérer un siège. Il serait logique que ce soit Monsieur SERRA qui récupère le siège. Est-ce que vous en avez discuté avec les Maires des autres communes ? Est-ce qu'ils vous ont donné des assurances sur le fait que ceux qui avaient perdu leur siège allaient le retrouver ?

Monsieur le Maire

Ils n'ont pas à me donner d'assurance.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Bien sur vous n'allez pas faire d'ingérence ?

Monsieur le Maire

Vous avez répondu à votre question dans votre question.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pour que ces communes soient mieux représentées votre accord est nécessaire et votre accord aurait pu être assorti de conditions et vous auriez pu dire « on reprend ceux qui ont été élus ».

Monsieur le Maire

Merci de votre intervention et vous avez tout résumé en disant que je ne dois pas faire d'ingérence dans l'organisation de chaque commune. Il ne faut pas oublier ce qui est sorti des urnes et le respect de l'expression du peuple.

Nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**ACCORD LOCAL DE RÉPARTITION DES SIEGES AU SEIN DE
L'ORGANE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS
DE GRASSE EN APPLICATION DE LA LOI DU 9 MARS 2015**

Intervention de **Paul EUZIERE**,
Président du groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement

C'est un nouvel « arrangement » qui nous est proposé là, cette fois non plus suite à une décision de censure du Conseil Constitutionnel, mais à la suite du vote de la loi du 9 mars 2015.

En commission municipale, puis en réunion des présidents de groupes, il m'a été dit que la répartition proposée dans cette délibération n'affecte pas la représentation grasseoise.

C'est effectivement le cas, si l'on s'en tient formellement au nombre de sièges : 29 conseillers communautaires pour Grasse.

Ce n'est plus le cas, si l'on se réfère à ce que représente chacun des conseillers communautaires grassois :

29 conseillers sur 62 = 46% de la représentation.

29 conseillers sur 71 = 40%.

Avec la représentation proposée ici, chaque conseiller communautaire grassois représente 1758 citoyens, un peu plus que le conseiller de Mouans-Sartoux, beaucoup plus que celui de Pégomas ou de Peymeinade.

Mais, nous n'allons pas faire des comptes d'apothicaire car **ce n'est pas le fond du problème qui est ailleurs.**

Ce qui nous pose problème en tant qu'élu est, à nouveau, le mode de désignation de ces 9 nouveaux élus qui vont être désignés -en toute illégalité- par les conseils municipaux concernés alors que la loi énonce que depuis mars 2014 et le renouvellement des conseils municipaux, ce sont les électeurs qui élisent directement les conseillers communautaires en même temps que les conseillers municipaux.

Il ne s'agit pas là d'une question de forme.

Lorsqu'a été réduit le nombre de conseillers de la CAPG dans un certain nombre de communes, à l'automne dernier, à la suite du renouvellement du conseil municipal de Cabris, les « majorités » -souvent relatives au regard des résultats des votes exprimés- en ont profité pour **éliminer les représentants des oppositions qui avaient pourtant été élus par les électeurs.**

Ce comportement antidémocratique ne nous convient pas, non pas parce qu'il nous toucherait personnellement en tant qu'élus grassois, mais **au regard des principes républicains et démocratiques.**

Mathématiquement, la loi fait que dans chaque commune détenant plus de 2 sièges au conseil communautaire l'opposition doit être représentée.

Lors du conseil municipal du 23 septembre, nous avons déjà souligné cela.

Aujourd'hui, il nous est proposé d'acter une augmentation du nombre des conseillers communautaires dans un certain nombre de communes **sur la base d'un accord de répartition dont vous avez convenu entre vous en Bureau de l'Agglomération** qui n'est pas le Conseil communautaire.

Dans cette répartition, il n'est fait nullement référence à la place des oppositions de ces communes qui ont été éliminées à l'automne.

Rien ne garantit qu'elles retrouveront demain la place que leur a conféré le suffrage universel.

Voilà ce que nous vous aurions dit, si nous avons été consultés au sujet de cette nouvelle répartition.

Nous ne prêchons pas ici pour « notre paroisse » grassoise ; mais au nom **d'un principe simple : les oppositions doivent être représentées en application de la loi et conformément à l'expression des électeurs.**

Je défends ici **la souveraineté démocratique de nos concitoyens**, dans leur diversité et quels qu'ils soient.

Nous n'avons aucune garantie que les oppositions éliminées arbitrairement à l'automne retrouveront les sièges auxquels elles ont droit.

Pour cette raison, notre groupe s'abstiendra.

Monsieur le Maire

La Ville de Grasse doit faire face à un endettement lourd et complexe. En raison de ces deux caractéristiques, elle souhaite s'adjoindre les compétences de spécialistes de la gestion de dette présentant une expérience professionnelle confirmée et positive de ces questions (accompagnement négociation SFIL). Les prestations porteront plus particulièrement sur une assistance dans la définition d'une stratégie financière à moyen et long terme et sur un accompagnement dans sa mise en œuvre. Cette assistance pourra également être orientée sur tous types de questions financières stratégiques ponctuelles pour lesquelles la Ville de Grasse ne possède pas la compétence en interne. Ces expertises feront systématiquement l'objet de rapports écrits qui seront produits et présentables. La dépense est évaluée à 25 500 € comprenant l'ensemble des charges.

Madame Magali CONESA-MOZIN

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur le Maire

Ce sont deux choses bien différentes et vous avez raison de dire qu'il sera nécessaire de nommer quelqu'un à la Direction des Affaires Financières de la ville de Grasse. C'est un souhait et je pense à la fois travailler avec les personnes compétentes qui sont en interne et qui sont en charge des questions financières de la ville de Grasse pour leur permettre des évolutions professionnelles. Je souhaite que nous ayons un Directeur des Affaires Financières mais les choses sont différentes. Même si nous recrutons un Directeur des Affaires Financières aussi bon soit-il, la thématique que vous évoquez est une thématique complexe qui demande une connaissance des emprunts structurés, dit toxiques, de ses liens entre les marchés financiers et indexés sur le franc suisse avec les interventions nécessaires avec le ministère et avec les différents partenaires de l'Etat, la Direction Générale des Finances Publiques, les services de Bercy, les services de fonds de soutien. Un Directeur des Affaires Financières n'aura pas la même mission que cette personne qui sera en charge de cette négociation toute particulière des emprunts structurés. Les deux choses ne sont pas incompatibles et nous souhaitons nous doter d'un Directeur des Affaires Financières à court terme.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Je m'aperçois que parfois j'ai des approches similaires avec le groupe de Monsieur EUZIERE. Ce qu'a dit Madame CONESA me semble juste et nous pensons quasiment la même chose. D'abord, je pense qu'il serait important que l'Adjoint aux Finances puisse être remplacé même si je pense que cela n'est pas simple. Je crois qu'il est important de se rendre compte qu'un an après votre élection vous prenez le poids de ce dossier à sa juste valeur, ce que nous aurions souhaité que vous fassiez dès votre arrivée. Je vous rappelle que pendant la campagne nous n'étions pas les seuls mais nous avons été les principaux à mettre en avant cette dette monumentale de la ville de Grasse et les risques que la ville encourait à cause de cela. On a souvent minimisé ce que nous disions à l'époque. Or on se rend compte aujourd'hui que c'était vrai, tout le monde le savait y compris vous. Mais, vis-à-vis des électeurs, il ne faut pas toujours dire la vérité. Malheureusement. Nous, nous sommes là pour la dire. Donc, en effet, la vacance d'un spécialiste pour ce genre de dossier à 25 000 € pour l'année, c'est très cher et je ne suis pas sûr que cela apporte une continuité et une vision globale de ce qu'il serait nécessaire de faire. C'est pourquoi nous étions favorables à un audit complet des finances de la ville. Ce recrutement semble absolument nécessaire. Juste un petit aparté sur l'hommage rendu à Monsieur Charles PASQUA, auquel nous nous sommes associés même si nous pensions que lorsqu'il était Président de la sulfureuse association le SAC, ce n'était pas quelque chose de très recommandable, ni pour les citoyens, ni pour personne. J'aurais aimé que vous associez à cet hommage le français décapité par un terroriste islamiste de nationalité française il y a quelques jours sur le territoire de la France.

Monsieur le Maire

Je vais corriger votre intervention. Lorsque je vous entends dire que vous êtes heureux que je prenne enfin conscience des emprunts structurés, je vous rappelle nos nombreuses discussions, les travaux que nous avons menés une semaine après notre début de mandature, qui ont permis dès l'année 2014 de désensibiliser les emprunts avec DEPFA, avec une action en justice avec le médiateur de la République. Au Conseil Municipal, vous aviez voté cette délibération permettant de désensibiliser ces emprunts toxiques. Ce qui prouve que je n'attends pas un an pour m'attaquer aux emprunts toxiques. Nous avons pris la mesure tous ensemble de la gravité de ces emprunts structurés, de ces SWAP, de ces difficultés financières que la ville de Grasse rencontre dès l'élection de nos prises de fonction en 2014. Cela a été ma priorité dès mon élection et je ne souhaite pas entendre que je prends conscience un an après de la gravité de notre situation. Je souhaite mettre toutes les chances de notre côté afin de permettre à la collectivité de sortir de cette situation car nous n'envisageons pas de gouverner sereinement la collectivité dans la situation dans laquelle nous sommes. Nous ne pouvons pas construire une maquette budgétaire en étant dans les aléas financiers, en disant « pourvu que les marchés ne bougent pas » ou comme quelqu'un l'avait dit dans le groupe de Monsieur EUZIERE « je ne voudrais pas voter cette désensibilisation des emprunts car il ne faudrait pas être cocu deux fois » ou encore « je m'oppose à ce qu'on désensibilise car les marchés, je le sens, vont s'inverser ».

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Je me permets de vous dire que c'était Monsieur DE FONTMICHEL.

Monsieur le Maire

Si nous n'avions pas désensibilisé ces emprunts DEPFA, le 25 janvier 2015, la ville serait dans une situation qu'elle ne pourrait plus affronter aujourd'hui. Heureusement nous avons évité de dégrader cette situation financière, nous attaquant dès la première journée de notre mandature à ces questions d'emprunt.

Je souhaite rejoindre vos propos sur le recrutement d'un Directeur des Affaires Financières, cela me semble incontournable et nous aurons besoin d'avoir une personne qui pourra coordonner et mener ces questions. Je le dis ces métiers sont des métiers différents et même si nous avons un Directeur des Affaires Financières suite au départ de Monsieur CHAZEAU en place et bien nous aurions besoin d'une compétence extérieure afin de nous accompagner dans cette négociation.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pour reprendre ce qu'a dit Monsieur DEGIOANNI, je lis ce qui est inscrit « considérant que la ville de Grasse doit faire face à un endettement lourd et complexe », je vous demande quand la ville de Grasse sera-t-elle dotée d'un Adjoint aux Finances ? Lorsque l'on a une ville dans une situation financière si compliquée il me paraît difficile de se passer d'un Adjoint aux Finances. Avez-vous trouvé dans votre équipe quelqu'un qui aurait les compétences pour assumer cette fonction ?

Monsieur le Maire

J'assume cette mission par intérim.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

MISSION d'EXPERTISE FINANCIERE

Magali Conesa-Mozin , c.m. GàT-EetA

Considérant la situation financière difficile de la Ville de Grasse avec un endettement très important et complexe en raison d'un certain nombre d'emprunts dit toxiques, il apparaît évident que des moyens d'expertise sont nécessaires pour analyser, apprécier et trouver les solutions les plus adéquates pour sortir du dangereux bourbier dans lequel est notre commune.

Avoir recours à des vacations pour la mise en œuvre de stratégie budgétaires et financières et pour la gestion de la dette, c'est faire le choix de missions ponctuelles dans une situation préoccupante qui demanderait, à notre avis, en premier lieu le recrutement d'un Directeur financier des services de la Ville de Grasse.

En effet, des analyses rétrospectives et prospectives doivent être réalisées.

Des orientations financières et stratégiques doivent être définies.

La gestion et le contrôle financier du budget, de la dette demandent des actions pérennes qui se situent dans la durée au moins d'une mandature et qui devraient être menées par un Directeur financier permanent, connaissant tous les dossiers parce qu'il a eu le temps de les découvrir dans toute leur complexité.

Une ville de plus de 50 000 habitants, telle que Grasse, ne peut faire l'économie d'un tel poste, quelle que soit par ailleurs la qualité des agents communaux actuellement en poste et dont nous tenons à saluer tout le travail.

Enfin, pour remarque, même si nous ne doutons pas de la qualité du vacataire auquel la Ville aura recours, une vacation horaire de 175 euros nets à laquelle il conviendra d'ajouter les charges sociales et patronales sur une enveloppe plafonnée à 25 500 € correspondra, grosso modo, à **72 heures de prestations**, et à une assistance technique à laquelle il pourra être fait appel jusqu'au 31 décembre 2015 seulement.

Ponctuellement, pour régler –éventuellement- les contrats d'emprunts toxiques, cela peut être envisageable.

Mais en aucun cas, ce recrutement temporaire ne peut remplacer le recrutement indispensable d'un Directeur –ou d'une Directrice- des services financiers de la Ville.

Monsieur le Maire

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est un mécanisme de péréquation horizontale destiné à réduire les écarts de richesse entre des ensembles intercommunaux. Comme chaque année, les services de l'Etat ont notifié à la CAPG le montant global du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC). Ce prélèvement est notifié pour l'ensemble du bloc local, c'est-à-dire pour les communes et la CAPG, il est basé sur une répartition dite de droit commun et la part de l'EPCI est fixée en fonction du coefficient d'intégration fiscale. La répartition entre les communes est pondérée par le potentiel financier par habitant ainsi que la population DGF 2015. Sur cette base le montant du prélèvement pour la Ville de Grasse est de 292 936 euros. Un accord ayant été trouvé avec les communes, il vous est proposé l'adoption d'un régime dérogatoire de répartition libre analogue à celui qui avait été effectué en 2014, basé sur des modalités fixées librement et sur une prise en charge du prélèvement global à hauteur de 75% par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et 25% par les communes membres.

La répartition entre les communes est toujours pondérée par le potentiel financier par habitant ainsi que la population DGF 2015. Dans ce cas le montant du prélèvement pour la Ville de Grasse est de 109 037 euros pour 2015, en lieu et place de 67 651 euros en 2014 l'enveloppe du prélèvement ayant augmentée de manière proportionnelle (816 046 pour 2015, 461 787 en 2014). Cette nouvelle répartition a été adoptée par une délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à la majorité des 2/3 et une délibération concordante des 23 communes membres est nécessaire pour le 30 juin à la majorité simple.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Vous connaissez notre position sur ces communautés de communes, nous y sommes opposés car nous pensons qu'à terme cela va entraîner la disparition des communes. L'Etat français veut des grandes agglomérations, des grandes métropoles à l'image de Nice Métropole. Nous allons nous abstenir sur cette délibération non pas parce qu'il ne faut pas répartir les fonds mais parce que nous souhaitons montrer notre opposition à tout cela. Arrêtons l'hypocrisie.

Monsieur le Maire

Je suis attaché à la défense des petites communes et vous pouvez aller demander aux 23 communes de la Communauté d'Agglomération si elles sont contentes de ma présidence à la tête de notre Communauté d'Agglomération et si je n'accompagne pas les petites communes dans leur développement. Je suis là pour les défendre, pour porter leur projet par notre Communauté d'Agglomération et bien au-delà au sein de l'assemblée départementale et je ne me positionne pas sur un échiquier national.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous allons voter cette répartition parce que c'est une dérogation et qu'elle est avantageuse pour les petites communes. La réalité sur le fond du problème est que 85 % des Lois françaises sont des applications des Lois européennes et qu'effectivement on pousse à la destruction de tout le tissu institutionnel français. Notamment des communes. On regroupe contre la volonté des populations et surtout contre la proximité et cela se fait en accord avec le parti populaire européen et le parti socialiste européen à Strasbourg. Les Maires ne sont peut-être pas d'accord avec cela mais il faut être cohérent. La marche dans laquelle on a mis le doigt au niveau des intercommunalités est extrêmement dangereuse pour le démocratie, pour les services de proximité et pour les populations des zones rurales.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2015 - 97 TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE)
 TARIFS 2016**

Monsieur le Maire

La délibération qui vous est présentée concerne la revalorisation des tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure. Ces tarifs sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation de la pénultième année. Ainsi pour l'exercice 2016, le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE sera de + 0,4 %.

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 98 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
 AVANCES EXERCICE 2015
 ANNULATION SUBVENTION CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL**

Monsieur le Maire

Par délibération en date du 9 décembre 2014, une avance sur la subvention 2015 a été votée au bénéfice du Centre de Développement Culturel. Néanmoins, le centre de Développement Culturel ne sollicitant cette année aucune subvention, il convient d'annuler le vote de cette avance pour une somme totale de 8 750 €. L'association ayant été préalablement avisée, il convient de faire procéder au remboursement de cette somme.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Il y a donc des associations qui ne sont pas subventionnées. Alléluia, tout est possible.

Madame Myriam LAZREUG

On peut recevoir une avance sur la subvention sans l'avoir sollicitée ?

Madame Dominique BOURRET

Il s'agissait du festival des musiques sacrées qui était une commande de la ville auprès du théâtre de Grasse. Or ce festival devenant une manifestation tous les deux ans il y a eu une avance de subvention fin 2014. Cette manifestation n'ayant pas lieu sur 2015, il est normal que le théâtre restitue cette somme à la collectivité municipale.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 99 SUBVENTIONS AUX SYNDICATS
EXERCICE BUDGETAIRE 2015**

Monsieur le Maire

Ce rapport a pour objet le vote des subventions aux syndicats pour l'année 2015.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Notre groupe votera contre. Nous rappelons que les syndicats pseudo institutionnels français que sont la CGT et la CFDT grâce au général De Gaulle, depuis 45 ans, abîment le tissu entrepreneurial français. Oui je pèse mes mots et les syndiqués représentent moins de 7% de l'ensemble des salariés. Ils ne défendent en rien les salariés français, ils ont comme cheval de bataille, l'immigration à tout va et leurs récents adhérents ne sont plus que des immigrés, nous voterons contre. Je parle de la CGT.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Comment expliquez-vous la répartition des sommes ?

Monsieur le Maire

La représentativité.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2015 - 100 TAXE DE SEJOUR
MODIFICATION**

Monsieur le Maire

Suite à la loi de finances 2015 portant sur des mesures de réforme de la taxe de séjour, nous avons délibéré le 14 avril 2015, pour fixer les nouveaux tarifs de la taxe de séjour. Or, une note d'information en date du 10 avril 2015 a apporté des précisions sur les dispositions de la réforme sur la taxe de séjour. Nous devons donc à nouveau délibérer pour apporter quelques modifications, notamment sur :

- les personnes mineures de moins de 18 ans (au lieu de 13) ;
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Par ailleurs, la simplification des exonérations a eu pour conséquence l'annulation pure et simple des réductions de tarifs accordées aux familles nombreuses. Il est préconisé de prévoir un délai d'un ou deux mois entre la délibération et la nouvelle date de perception, ce qui justifie la date de mise en application au 1er octobre basée sur la prochaine échéance de la déclaration trimestrielle.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 101 TARIFICATION DES INSERTIONS PUBLICITAIRES
DANS KIOSQUE ET HORS SERIE**

Monsieur le Maire

La présente délibération a pour objet d'accepter le principe de la mise en vente d'espaces publicitaires dans le journal municipal et son hors série estival. Face aux contraintes budgétaires, la mise en publicité du Kiosque amènerait un minimum estimé de 20 000 € de recettes soit presque le quart du coût annuel de l'impression du Kiosque, avec une montée en charge progressive qui peut viser à l'équilibre en 2017. L'intérêt est d'offrir un espace publicitaire aux commerces Grassois leur permettant de développer leur activité et répondant à leur demande. On offre aussi une lisibilité à de grandes enseignes qui voudraient s'installer ou se développer davantage sur la ville. Je vous demande donc de bien vouloir accepter le principe de la mise en vente d'espaces publicitaires dans le journal municipal et son hors série estival ainsi que d'adopter la grille des tarifs qui vous est proposée.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Est-ce qu'une publication municipale est légale ?

Monsieur le Maire

Oui c'est légal et il n'y a aucune difficulté. Nous avons beaucoup travaillé sur les questions de régie, de collecte, de TVA.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 102 CONVENTION DE PARTENARIAT
SOCIETE VINCI AUTOROUTES
« SIESTE PARFUMEE »**

Monsieur le Maire

Vous le savez la Commune de Grasse organise depuis 2011 des événements parfumés identifiés sous le nom de « Sieste Parfumée », qui rencontrent un vif succès sur différents sites de la Ville mis en œuvre par un système de brumisation aérienne. Cet événement intéresse notamment la Société VINCI AUTOROUTES. La Ville de GRASSE et la société VINCI AUTOROUTES proposent d'essayer une expérience pilote pour l'été 2015 consistant en l'animation de l'aire d'autoroute des Arcs pour la journée du 25 juillet 2015. Je vois surtout dans cet événement l'occasion de contribuer à la promotion touristique et événementielle de notre Ville et du Pays de Grasse. Les deux parties ont donc décidé d'établir un partenariat pour une expérience pilote sur une journée. Vinci Autoroutes, outre l'autorisation de promouvoir la Ville sur l'aire d'Autoroute versera une redevance de 2 000 €. Nous ferons l'analyse de cette journée pour examiner pour les prochaines années un partenariat plus ambitieux.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Evidemment, tout ce qui peut promouvoir l'image de Grasse est fort intéressant et nous voterons cette délibération mais nous souhaiterions attirer l'attention de chacun sur le fait que Vinci autoroutes pourrait contribuer de manière plus forte. Vinci devrait se concentrer sur les tarifs d'autoroute afin qu'à terme il n'y ait plus de tarif d'autoroute.

Monsieur le Maire

Il ne m'appartient pas de fixer encore les tarifs d'autoroute. Je souhaite pouvoir développer cette expérience pilote afin d'obtenir des concours financiers plus importants.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 103 TRAVAUX DE REFECTION DES LOCAUX DU CENTRE DE SURVEILLANCE URBAIN (VIDEO PROTECTION) ET DES LOCAUX ANNEXES POUR LE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT AU TITRE DE LA DOTATION D'ACTION PARLEMENTAIRE

Monsieur le Maire

J'ai obtenu, ce qui est exceptionnel à Grasse, une dotation de 30 000 € HT sur la réserve parlementaire de Madame TABAROT, députée des Alpes-Maritimes. En effet, comme vous le savez depuis ma prise de fonction j'ai fait de la sécurité l'une de mes priorités. J'ai mis en œuvre immédiatement la création d'un nouveau poste de police municipale pour permettre aux policiers municipaux d'être installés dignement. De même, j'ai accéléré l'acquisition de radios numériques. Ces deux mesures vont permettre une optimisation du travail de ces femmes et de ces hommes qui veillent sur notre sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Ces 30 000 € H.T permettront d'alléger d'autant le budget relatif à :

- la création d'un bureau d'encadrants,
- la création de vestiaires (pour plus de 60 personnes),
- la création d'une grande salle de surveillance aux normes sanitaires et PMR.

Je continuerai à développer tous les moyens en ma possession pour renforcer la protection des grassois et des grassoises ainsi que de leurs biens.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous serons très heureux d'avoir ces 30 000 € qui permettront d'alléger le budget des travaux de réfection. La réserve parlementaire n'existe plus et le terme exact est « la dotation d'action parlementaire ».

Monsieur le Maire

C'est ce que m'a précisé Michèle TABAROT dans sa correspondance.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 104 **CONTRAT DE VILLE PROGRAMMATION 2015**
PILIER COHESION SOCIALE
PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN
SUBVENTIONS MUNICIPALES

Monsieur Philippe WESTRELIN

Le présent rapport a pour objet le financement d'actions relevant de la programmation 2015 du nouveau Contrat de Ville 2015-2020. Je vous rappelle que ce contrat est désormais piloté par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse mais que la Ville de Grasse est toutefois chargée de la mise en œuvre de ce contrat sur son territoire dans le cadre de ses compétences et donc dans son financement. Les territoires concernés par ce contrat de Ville « Nouvelle génération » sont le Grand Centre de Grasse et le quartier des Fleurs de Grasse. Les actions proposées sont inscrites dans un projet global sur les quartiers prioritaires et répondent aux objectifs définis dans les piliers Cohésion Sociale et Amélioration du Cadre de vie.

Les associations proposées aux financements de la Ville sont :

- ASSOCIATION SOLI-CITES : AMELIORATION DU CADRE DE VIE PAR LE LIEN SOCIAL, LA MEDIATION ET L'INSERTION

L'objectif principal de l'action est d'améliorer les conditions de vie des habitants des Fleurs de Grasse par le développement et/ou le maintien du lien social et par la médiation et l'insertion. Le Plan de financement est le suivant : Le coût total de cette action s'élève à 78 652 €. Les subventions accordées au titre du Contrat de Ville, pour l'année 2015, s'élèvent à 56 000 €, réparties de la manière suivante :

• La Ville	25 000 €
• L'Etat	20 000 €
• La Région	8 000 €
• La CAF	3 000 €

- ASSOCIATION ALLIANCE FRANCAISE : ACQUISITION ET CONSOLIDATION DES BASES EN FRANÇAIS

Il s'agit de permettre à des élèves en difficultés scolaires de renforcer ou d'acquérir par un travail spécifique individualisé la maîtrise de la langue Française, par l'utilisation de supports éducatifs diversifiés. Cette action concerne 40 bénéficiaires de la 6ème à la 1ère, (hors Programme de Réussite Educative), du Centre-ville, encadrés par deux professeurs pour assurer cet accompagnement scolaire.

Le Plan de financement est le suivant : Le coût total de cette action s'élève à 26 800 €. Les subventions accordées au titre du Contrat de Ville, pour l'année 2015, s'élèvent à 20 000 €, réparties de la manière suivante :

• La Ville	10 000 €
• L'Etat	6 000 €
• Le Département	4 000 €

Afin d'assurer le maintien de cette action menée sur l'année scolaire 2014 /2015, la ville a déjà acté le versement de cette subvention lors de son conseil municipal du 17 février 2015.

- ASSOCIATION HARJES : ALPHABETISATION INSERTION CITOYENNETE

L'action permet d'accueillir toute personne souhaitant bénéficier gratuitement de cours d'alphabétisation.

En 2015, 100 personnes du Centre Ancien et de Saint Claude bénéficieront de cette action.

Le Plan de financement est le suivant : Le coût total de cette action s'élève à 117 560 €, les subventions accordées dans le cadre du Contrat de Ville, pour l'année 2015, s'élèvent à 42 000 €, réparties de la manière suivante :

• La Ville	12 000 €
• L'Etat	15 000 €
• La Région	15 000 €

- ASSOCIATION HARJES : C.L.A.S. : Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité

Les CLAS recouvrent plusieurs objectifs, ils permettent essentiellement d'accompagner l'élève dans la réalisation de ses tâches scolaires et de l'aider dans l'acquisition des savoirs fondamentaux à partir d'activités diverses.

L'association Harjès porte 8 cycles, soit 110 enfants, provenant des 4 établissements scolaires suivants : Gambetta, Saint-Exupéry, Gérard Philippe et Pra d'Estang.

Le coût de cette action est de 79 732 €, la subvention accordée dans le cadre du Contrat de Ville est de 47 041 € financée par :

• La Ville	23 611 €
• L'Etat	6 600 €
• La C.A.F.	16 830 €

- ASSOCIATION HARJES : ACCOMPAGNEMENT SOCIAL GLOBAL ET MEDIATION

La médiation sociale vise en priorité à favoriser l'insertion et faciliter l'accès aux droits, aux services publics et aux institutions des personnes en difficulté selon 4 axes : le logement, la santé, le social et l'emploi.

En 2014, l'association Harjès avait pu accompagner plus de 800 personnes.

Plan de financement : Le coût total de cette action s'élève à 121 959 €, les subventions accordées dans le cadre du Contrat de Ville pour l'année 2015, sont de 68 000 € financées par :

• La Ville	24 500 €
• L'Etat	13 500 €
• La Région	17 000 €
• Le Département	13 000 €

- CCAS VILLE DE GRASSE : ATELIER SANTE VILLE

L'équipe de l'Atelier Santé Ville construit une stratégie locale de prévention, promotion et d'éducation à la santé, en veillant à favoriser l'accès aux soins, en vue de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé. L'équipe assure l'animation d'un réseau de plus de 200 partenaires.

Le Plan de financement est le suivant : Le coût total de cette action s'élève à 186 814 €, les subventions accordées dans le cadre du Contrat de Ville, pour l'année 2015, sont de 30 000 €, réparties de la manière suivante :

• La Ville	6 000 €
• L'Etat	24 000 €

- ASSOCIATION DEFIE : MIEUX VIVRE ENSEMBLE ET MIEUX TRAVAILLER ENSEMBLE

L'objectif de cette action est de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle durable des personnes à travers l'apprentissage des droits et des devoirs du citoyen et des fondements de notre République afin de mieux « vivre ensemble » et mieux « travailler ensemble ».

Le Plan de financement est le suivant: Le coût total de cette action s'élève à 119 419 €, les subventions accordées dans le cadre du Contrat de Ville, pour l'année 2015, sont de 40 000 €, réparties de la manière suivante :

• La Ville	10 000 €
• La CAPG	4 000 €
• L'Etat	13 000 €
• La Région	13 000 €

- ASSOCIATION HARPAS : SOUTIEN AUX PERSONNES EN SITUATION DE VULNERABILITE PSYCHIQUE EN VUE DE LEUR INSERTION PROFESSIONNELLE

L'ARPAS propose un accompagnement psychologique des bénéficiaires axé sur le traitement de difficultés repérées comme invalidantes ou préjudiciables pour la personne ou son entourage et repérées comme telles par un partenaire orienteur. Des entretiens de diagnostic et d'orientation sont proposés à la demande des partenaires de l'emploi, des services de justice, de santé ou sociaux. 19 personnes des Fleurs de Grasse, du Plan et du Grand Centre pourront bénéficier de ce suivi.

Le Plan de financement est le suivant: Le coût total de cette action s'élève à 11 188 €, les subventions accordées dans le cadre du Contrat de Ville 2014, sont de 9 000 €, réparties de la manière suivante :

• La Ville	1 750 €
• La CAPG	1 750 €
• L'Etat	3 500 €
• La Région	2 000 €

- ASSOCIATION ITINERAIRE INTERNATIONAL : JEUNES A L'INTERNATIONAL

Itinéraire International a pour but de favoriser l'accès à la mobilité internationale des jeunes en difficulté de 18 à 30 ans, quel que soit leur niveau de qualification en favorisant notamment les procédures européennes, nationales ou régionales d'aide à l'insertion et à la mobilité. Une conseillère en mobilité tient une permanence au Relais information des Aspres ainsi qu'à la Mission Locale.

Le Plan de financement est le suivant: Le coût total de cette action s'élève à 20 270 €, les subventions accordées dans le cadre du Contrat de Ville, pour l'année 2015, s'élèvent à 14 000 €, réparties de la manière suivante :

• La Ville	3 000 €
• La CAPG	4 000 €
• L'Etat	6 000 €
• La Région	1 000 €

Je vous demande de bien vouloir approuver le programme d'actions et les conditions de financement ci-dessus exposés, autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions avec les associations ou organismes concernés par la mise en œuvre de ces actions, dire que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2015 et autoriser le versement des subventions aux associations suivantes pour un montant total de 105 861 €.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Vous ne serez pas surpris que notre groupe vote contre l'intégralité de cette délibération, nous pensons qu'il s'agit là d'un communautarisme à l'état pur. Cette délibération aurait pu être prise dans une municipalité communiste ou socialiste sans aucune difficulté. Je souhaite attirer l'attention des grasseois en leur disant qu'il s'agit de leurs impôts. Leur impôt est-il destiné à alphabétiser des gens sur notre territoire ? Je ne le crois pas. Le territoire de la France bénéficie d'une éducation nationale remarquable. Chaque enfant a les mêmes chances et les mêmes droits quand il rentre à la maternelle et jusqu'au Bac. Si on les alphabétise c'est qu'ils ne parlent pas français. S'ils ne parlent pas Français c'est qu'ils n'ont rien à faire sur notre territoire. Je vois l'alliance française. Je suis surpris que l'alliance française exerce à Grasse, je connais bien l'alliance française dans des pays comme Madagascar qui permet aux jeunes des pays locaux d'apprendre la culture française Est-ce le rôle de l'alliance française d'apprendre le français aux français ? C'est grave. Nous sommes tombés très bas. Lorsque je vois que certaines associations sont destinées à donner de l'éducation sur les valeurs communes de la république je crains le pire, si ces valeurs sont distillées par des gens issus de l'immigration. C'est un véritable scandale et nous le dénonçons avec la plus grande fermeté. Nous serons peut être le dernier obstacle à ce genre de chose.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Je voudrais préciser que toutes ces associations accueillent tout le monde. Pas seulement les personnes de l'immigration. Il y a malheureusement dans notre pays et malgré l'excellence de l'éducation encore beaucoup de personnes illettrées à Grasse comme ailleurs.

Madame Frédérique CATTART

Je ne vais pas intervenir sur ce thème là. Par contre vous demandez au Conseil Municipal d'approuver dans le cadre du contrat de ville le programme d'actions ainsi que le financement qui équivaut à 105 861 €. A la lecture de ces documents, je relève six associations auxquelles on a alloué des subventions pour huit actions, l'association Harjès proposant trois actions différentes. En additionnant les montants nous arrivons à la somme indiquée. Par contre je remarque qu'interviennent dans ce programme sept associations pour neuf actions. J'ai donc repris les neuf chiffres, la somme qui correspond serait de 115 861 € et non pas 105 861 €. L'association non comptabilisée serait l'alliance française qui interviendrait pour l'acquisition et la consolidation des bases de français. L'écart de somme correspond à sa subvention et la convention n'apparaît pas dans l'annexe. Je souhaite avoir une information complémentaire à savoir si le montant réel alloué par la ville au contrat de ville est de 105 861 € donc sans la participation de l'association de l'alliance française. Dans cette hypothèse une correction du montant de subvention et le rajout de la convention entre la commune de Grasse et l'association serait nécessaire. Je pense que vous allez me fournir des éléments. Si des rectifications sont apportées nous pourront voter cette délibération.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Une partie du financement de l'alliance française a déjà été payée.

Madame Frédérique CATTART

C'est pour cette raison qu'elle est retirée. Alors très bien. Le montant est bien de 105 861 €.

Monsieur le Maire

Nous l'avons voté ensemble au Conseil Municipal de février.

Madame Frédérique CATTART

Merci.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Je souhaite rajouter une petite chose. Nous les élus, nous sommes destinataires de l'ordre du jour, les grassois non et je souhaite que chaque grassois puisse prendre connaissance de cette phrase dans l'association SOLLICITE, l'une des missions, c'est l'animation autour des fêtes de fin d'année, avec fabrication de décorations de fêtes et sensibilisation de la laïcité. Moi je vous demande de ne pas voter cela. Nous ne pouvons pas donner notre argent pour aller contre nos valeurs, nos civilisations. Si on apprend à des jeunes gens qu'il faut décorer et respecter la laïcité c'est vraiment aller contre la France. Les fêtes de fin d'année en France c'est Noël et la naissance du Christ. La naissance du Christ c'est la chrétienté et la chrétienté c'est notre valeur commune depuis 2 000 ans. Nous ne pouvons pas l'accepter.

Monsieur Paul EUZIERE

C'est juste un point d'histoire religieuse. Vous savez la naissance du Christ, nous ne sommes pas du tout d'accord entre les catholiques et les orthodoxes sur la date exacte, notre calendrier n'est pas le calendrier de l'époque. Les fêtes de fin d'année datent d'avant l'apparition du Christianisme et elles n'ont pas grand-chose à voir avec vos affirmations qui sont idéologiques. La fête la plus importante pour les chrétiens et les catholiques c'est Pâques. La fête de Noël est une fête commerciale en France et qui n'est pas du tout la même en Italie, et qui pourtant est un pays catholique et peut-être plus que la France.

Monsieur Jean-François LAPORTE

En dehors d'apprendre le Français, l'alliance française à Grasse reçoit beaucoup de jeunes garçons et jeunes filles aux pairs qui apprennent le français, la culture française et qui l'emportent chez eux.

Monsieur Mahamadou SIRIBIE

En ma qualité d'élu délégué à la Francophonie et à l'intégration je souhaite répondre à Monsieur DEGIOANNI pour les discours que vous tenez sur les différentes associations qui œuvrent à construire le vivre ensemble. Ce sont des associations qui contribuent à leur niveau dans leurs différentes actions à accompagner des personnes en difficulté, en échec scolaire, des personnes illettrées. Votre discours est purement idéologique et il faut voir plus loin. Grasse, comme d'autres villes, accompagne le monde associatif et participe au vivre ensemble avec un esprit de solidarité. Parler de communautarisme, je crois que c'est un discours qui ne tient pas la route. Je vous remercie Monsieur le Maire.

Madame Nicole NUTINI

Vous souhaitez que la population grassoise entende ce que coûtent ces associations. Moi je voudrais que la population grassoise entende les résultats qu'ont amenés ces associations. Certaines ont amené 100 % de retour scolaire pour les enfants qui décrochaient, d'autres ont ramené 80 % de retour à l'emploi. Je vous invite à venir très objectivement les visiter et regarder les résultats obtenus. Ce qui me rassure Monsieur DEGIOANNI, c'est que lors de ce travail, les grassois ont participé, les bailleurs sociaux, les entreprises, les professions de santé, les sportifs. Ils ont amené des idées, ils ont voulu lutter. Ce projet est un projet remarquable. Il faut que les

grassois entendent cela aussi.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Merci Monsieur SIRIBIE du cours de morale que vous venez de me donner. Mais vous vous trompez comme vous tous, nous avons le droit d'être différent. Madame NUTINI vous considérez que ce travail donne des résultats, d'abord nous n'avons pas la preuve de cela. Si ces associations n'existaient pas on ne sait pas quel serait le résultat. Ces associations sont là pour faire du lien social. Qu'est-ce qui a cassé ce lien social ? Vous pouvez me le dire ?

Depuis 40 ans ce qui l'a cassé c'est l'immigration massive dans ce pays et l'afflux de ces immigrés qui ne peuvent pas et ne veulent pas s'intégrer.

Monsieur Mahamadou SIRIBIE

Vous avez un discours idéologique.

Monsieur le Maire

Il n'est nullement question de revenir sur les questions des fêtes de Noël et jamais il n'en sera question. Je serai toujours le plus grand rempart à cela. Il n'est nullement question dans cette délibération de revenir sur ces fêtes.

Madame Myriam LAZREUG

Vous parlez de missions qui sont confiées aux associations. Alors nous ne sommes plus dans le cadre de subventions mais dans le cadre de marchés publics.

Monsieur le Maire

L'association sollicite une subvention et il est bien normal que nous ayons un contrôle de l'exécution des choses et des missions de l'association. C'est notre rôle de contrôler la dépense des deniers publics.

Madame Myriam LAZREUG

Je vois que ces associations font en réalité une mission que l'on dit de « service public » puisque qu'elles collaborent à des projets avec l'Etat, la commune. Donc on est dans le cadre de mission de service public.

Monsieur le Maire

Ces associations ne sont pas dans des questions de marchés publics. Ces associations ont un rôle, une mission, une existence, une vocation et il est normal que nous demandions des comptes-rendus, que nous ayons un retour sur ces missions et il est de notre devoir de contrôler la bonne exécution des missions que l'association s'est fixé de la commande qui peut être celle de l'association et que nous devons contrôler. Il est normal que les pouvoirs publics qui financent des associations soient en contrôle de l'exécution de ce qui est fait.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

Je cède la parole et la présidence pour quelques minutes à Monsieur WESTRELIN.

**2015 - 105 RENOUELEMENT URBAIN
ACQUISITION DES BATIMENTS DITS DES HANGARS
SIS AVENUE PIERRE SEMARD
QUARTIER DE LA GARE**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Dans le cadre du Projet de renouvellement urbain, une des opérations la plus importante en terme de poursuite de requalification du quartier de la gare est l'opération d'aménagement des hangars. Après six années de concertation et d'échanges, et sans aller à l'issue de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'Etablissement public foncier régional a signé des traités d'adhésion et indemnisé chaque copropriétaire. Le dernier rendez-vous notarié est fixé le 09 juillet prochain. Par conséquent, et conformément à la convention de rénovation urbaine et ses avenants, il convient de procéder à l'acquisition des bâtiments de la copropriété bois de Boulogne de la parcelle cadastrée BL n°178 pour un montant de 3 654 043,79€ TTC. En effet, l'entière opération d'aménagement du site gare est subventionnée par les partenaires signataires de la Convention de Rénovation Urbaine à hauteur de 53%. Considérant que le service des domaines a été saisi et a estimé, par communiqué n° 2015-069V0891 du 21 mai 2015, à 3 980 000€.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 juin 2015 ainsi que la commission équipement et aménagement du cadre de vie.

Je souhaite vous faire un bilan de ces opérations. Je rappelle que les hangars, c'est 17 lots de copropriétés, 13 artisans propriétaires occupants, qu'il a fallu 6 années d'échange, de concertation, de recherche de solution, de relocalisation puisque les services de la Mairie ont cherché des locaux afin de reloger les propriétaires qui le souhaitaient. Un dossier d'expropriation pour cause d'utilité publique a été déposé en décembre 2012. Un ensemble immobilier a été acquis le 22 avril 2013 pour relocaliser les artisans. Six se sont positionnés initialement et finalement, il n'y a eu que trois acquisitions. En date du 10 avril 2014, un arrêté de DUP délivré le 6 novembre 2013, une ordonnance d'expropriation rendue le 10 avril 2014 et puis le premier traité d'adhésion a été signé le 6 août 2014, le suivant le 28 août 2014, le 5 septembre 2014, le 11 septembre 2014, le 29 septembre 2014, le 23 octobre 2014, le 27 octobre 2014 et le dernier sera signé le 9 juillet prochain. Je rappelle que ces traités de signature amiable s'accompagnent d'indemnités. L'indemnité est composée de :

- La valeur vénale du lot
- L'indemnité de emploi.
- L'indemnité du trouble commercial.
- L'indemnité de déménagement.
- L'indemnité de réinstallation.

Depuis la signature avec l'EPFR, l'EPFR a donné une convention d'occupation précaire et gracieuse du bien. C'est-à-dire que les artisans qui ont signé avec l'EPFR sont restés dans les hangars gratuitement. Ce qui correspond à un an d'occupation gratuite. Désormais il est temps de passer à la phase d'aménagement et ainsi de répondre à l'attente des habitants du quartier en leur proposant un programme de logements, d'équipements publics et de commerces de proximité. C'est pour cela que je vous demande de bien vouloir approuver l'acquisition des bâtiments dit des hangars (BL n°178) auprès de l'EPFR pour un montant de 3 654 043,79€ TTC, d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer pour le compte de la Ville tous documents à intervenir dans le cadre de cette affaire, notamment l'acte d'acquisition. et de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget communal 2015

Monsieur Paul EUZIERE

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Vous m'avez expliqué plusieurs fois ce que vous venez d'évoquer, mais ce n'est pas parce que vous le dites plusieurs fois que c'est la vérité. Vous ignorez l'existence de la convention de la rénovation urbaine qui délègue la ville porteuse du projet. La ville est à ce titre compétente. En 2006, il y avait un accord entre la CAPAP et l'EPFR. Il y a eu une convention qui avait pour but de faire de l'anticipation foncière. C'est-à-dire que par le cadre

de cette convention la CAPAP et l'EPFR avaient la possibilité de choisir et de sélectionner un projet futur. En 2008, il y a eu un changement et il y a eu la réalisation opérationnelle qui a été signée entre la commune, l'Etat et l'agence nationale pour la rénovation urbaine, notre partenaire. C'est là que s'est passée la convention de renouvellement urbain qui portait notamment sur le quartier de la gare. D'ailleurs dans le cadre des études aboutissant sur le site des hangars, des études ont été menées avec un schéma de principe sur la construction d'un bâtiment d'équipement public, commerce et logement, et sur la restructuration de l'organisation spatiale afin d'assurer une continuité entre la gare et les commerces. On sortait, à ce moment là, de la simple anticipation foncière pour aller vers une réalisation opérationnelle et donc vers la mise en place de mission d'impulsion foncière. Le site des hangars est donc passé de la simple anticipation foncière d'intérêt communautaire à la réalisation opérationnelle qui est de la compétence de la ville. En 2009, il y a eu la convention avec l'EPFR qui sort le site. La ville est bien compétente dans cet esprit.

Monsieur Paul EUZIERE

Pendant six ans la municipalité de Monsieur LELEUX nous a, Conseil Municipal après Conseil Municipal, assuré que dans cette opération dite des « hangars » tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. On nous a assuré, garanti que tout était réglé avec les copropriétaires et puis nous recevions des courriers à chaque étape nous montrant que cela était faux, que l'on mentait aux élus de l'opposition et aux grassois sur une opération à lourd risque financier. Aujourd'hui vous venez une fois de plus nous dire que tout serait réglé et que tout serait conforme. Nous connaissons ce type de propos en réalité rien ne l'est et encore moins qu'avant. Outre ce que j'ai dit lors de ma précédente intervention, comment peut-on présenter une délibération qui est fondée sur une convention opérationnelle ville de Grasse, Communauté d'Agglomération et l'EPFR PACA et qui est fondée sur la délibération 2009-222 du 3 décembre 2009 alors que la justice, vous venez de l'écrire, le tribunal administratif a annulé cette convention et cette délibération par son jugement du 7 mai 2015 ? Ce n'est pas en rajoutant trois lignes en catastrophe et en la déposant le jour du conseil municipal qu'on va résoudre le problème. Je vous lis l'article 2 du jugement du tribunal administratif de Nice. La délibération en date du 3 décembre 2009 par laquelle le Conseil Municipal de Grasse a approuvé la passation d'une convention opérationnelle de maîtrise foncière en phase réalisation sur les sites des hangars conclue entre l'EPFR PACA, la CAPAP et la commune de Grasse et a autorisé le Maire à signer cette convention et tout document s'y rapportant, est annulée. La délibération, la convention et tout document s'y rapportant sont annulés. Ce jugement vous a été signifié ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération et à l'EPFR PACA le 21 mai dernier. Comment peut-on mépriser à ce point une décision de justice exécutoire du Tribunal Administratif ? En la rajoutant le jour du conseil, cela l'entache d'illégalité immédiatement parce que nous aurions dû en avoir connaissance cinq jours avant. Comment peut-on écrire dans une délibération « par délibérations successives n° 2009-222 du 03 décembre 2009 (annulée par jugement du 07 mai 2015) » c'est se moquer de la justice avec les conséquences que cela peut avoir. Comment peut-on tenir le Conseil Municipal dans l'ignorance de décisions aussi importantes ? On ne nous a parlé de ce jugement, ni en commission municipale, ni lors des réunions des Présidents de groupe. C'est maintenant qu'on fait référence en catastrophe au jugement du Tribunal Administratif qui vous a été signifié le 21 mai dernier. Comment peut-on maintenir contre toute légalité une telle délibération et en plus la mettre au vote ?

Monsieur Philippe WESTRELIN

Monsieur EUZIERE, la délibération est annulée par jugement du tribunal. Je vous rappelle que c'est la délibération qui est annulée et non pas la convention. Par ailleurs, la convention a compris des annexes par la suite qui, elles, n'ont pas été annulées. De plus, nous faisons appel de cette décision qui est éminemment critiquable.

Monsieur Paul EUZIERE

Est-ce que vous me permettez d'apporter une précision ?

Monsieur le Maire

Je reprends la présidence de séance. Ce qui me permettra de compléter les propos de Monsieur WESTRELIN et de rebondir sur ce vous avez dit avec beaucoup d'engagement.

Monsieur Paul EUZIERE

Je suis quelqu'un de précis et ce que vous appelez mon engagement, il tient à la précision des faits. Je vous cite le jugement. Le Tribunal Administratif décide article 2 « la délibération en date du 3 décembre 2009 par laquelle le Conseil Municipal de Grasse a approuvé la passation d'une convention opérationnelle de maîtrise foncière en phase réalisation sur les sites des hangars conclue entre l'EPFR PACA, la CAPAP et la commune de Grasse et a autorisé le Maire à signer cette convention et tout document s'y rapportant est annulée ». Je ne pense pas qu'on ait intérêt à jouer sur les mots et à s'amuser avec la justice administrative.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Ce jugement ne tient pas compte et ne mentionne pas la convention ANRU. Ce qui nous laisse les plus grandes chances sur l'appel.

Madame Mékia Noura ADDAD

Si je peux me permettre de rebondir, je vous rappelle que le jugement est exécutoire et il serait plus prudent de reporter cette délibération pour attendre qu'une décision définitive soit rendue dans le cadre de ce dossier. De plus, nous avons des montants qui avoisinent les 4 millions d'euros, nous avons une situation financière catastrophique, il serait plus sage d'attendre d'avoir la certitude que toutes les opérations qui suivront seront légales.

Madame Myriam LAZREUG

L'appel du jugement n'est pas suspensif donc c'est la première décision qui s'applique, c'est exécutoire de droit, en plus vous dites dans ce que vous avez rajouté aujourd'hui dans le cadre de la délibération qu'une délibération de 2014 prévoit la requalification du site des hangars en une opération d'aménagement. Vous nous dites que dans cette phase d'aménagement, c'est la ville qui retrouve sa compétence. Or le Tribunal Administratif dans sa décision a bien précisé, qu'en application du principe d'exclusivité, la ville ne pouvait absolument pas prendre en charge le financement de l'aménagement du site des hangars qui relevait de la compétence exclusive de la CAPG. Cette délibération risque fort d'être annulée par le tribunal une fois de plus.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Il n'a pas été mentionné l'ANRU qui est une convention particulière. Nos avocats conseils pensent le contraire et effectivement nous allons continuer dans ce sens sur cette délibération. Je propose Monsieur le Maire que nous votions cette délibération.

Monsieur le Maire

Monsieur EUZIERE, vous avez dit pendant tant d'années et sous la municipalité précédente qu'il n'y avait pas de dialogue avec les copropriétaires, et je me suis aperçu de ce manque de dialogue. Je comprends leur agacement, leur incompréhension, leur inquiétude qu'ils ont exprimés fortement et je les respecte dans cette approche. Dès mon arrivée à la tête de la municipalité, j'ai demandé et je le dis devant les personnes qui sont ici et qui sont en charge du plan de renouvellement urbain d'être dans une autre approche. La commande politique qui était la nôtre c'était d'avoir le dialogue, le respect des différents copropriétaires, trouver toutes les solutions nécessaires afin de permettre dans la difficulté qui était la leur de nous mettre à leur service et à leur disposition et de ne pas arriver en terrain conquis. J'ai renversé l'approche qui était la nôtre en souhaitant nouer et ouvrir un dialogue, un débat contradictoire en écoutant avec humilité chacune des demandes. J'ai donné une feuille de route à chaque personne qui était avant moi en charge de la gestion de ces questions afin que l'on puisse revoir les choses différemment. Et cela Monsieur EUZIERE doit déjà vous apporter un sentiment de satisfaction dans l'approche qui a été la nôtre et dans le lien que nous avons souhaité créer pour pouvoir aborder, en arrivant en début de mandature dans une situation quelque peu difficile, et connaître chacun des interlocuteurs et leur apporter des solutions.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Monsieur EUZIERE, vous évoquez des problèmes avec les différents propriétaires. Je dois vous préciser que nous avons avec les équipes de la mairie rencontré les propriétaires et réglé les problèmes qui pouvaient exister. Tout le monde a signé à l'amiable. Nous avons une procédure d'expropriation que nous n'avons pas utilisée. S'il y avait eu les problèmes que vous évoquez je pense que nous aurions dû utiliser cette voie.

Madame Valérie COPIN

Je ne prends pas part au vote.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO votent contre et Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**RENOUVELLEMENT URBAIN
ACQUISITION DES BATIMENTS DITS DES "HANGARS"
QUARTIER DE LA GARE**

Intervention de **Paul EUZIERE**,
Président du groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement

J'ai soulevé en commission municipale, puis en réunion des présidents de groupe, plusieurs questions sur ce dossier qui est ancien, peu clair, risqué pour les collectivités et, contrairement à ce qui a été affirmé, certainement pas « d'utilité publique » puisqu'il s'agit avant tout de livrer ces terrains à un promoteur immobilier pour y réaliser des logements privés.

Les prémisses datent de 2008 et je l'ai abordé la première fois le 8 juillet 2009, par une lettre à M. Leleux, alors Maire et Président de la Communauté d'Agglomération - en lui demandant de recevoir les copropriétaires et locataires de la copropriété des Bois de Boulogne –rebaptisée péjorativement par l'équipe municipale « *les Hangars* » - qui constituaient une petite zone d'activités économiques, artisanale et culturelle, située dans le quartier de la gare SNCF, au bas de l'avenue Pierre Sémard.

Cinq mois plus tard, les intéressés n'avaient toujours pas été reçus par le Maire et, au conseil municipal du 3 décembre 2009, était votée malgré les réserves et inquiétudes qui motivaient notre vote négatif, une délibération du conseil municipal [délib. 2009-222] qui portait sur la signature « convention opérationnelle en phase réalisation sur le site des Hangars » entre l'Etablissement Public Foncier PACA, la ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération.

Dans la longue intervention que j'ai faite au nom des élus du groupe « Grasse à Tous » lors de cette réunion du conseil municipal, je soulignais les risques financiers pour la collectivité que comportait cette convention.

Vous me permettrez d'en citer un passage :

« Au niveau financier, l'article 10 de la Convention chiffre à 5 millions d'€ le montant prévisionnel pour s'assurer de la maîtrise foncière du site.

*Mais, indique le même article, **il peut y avoir dépassement** et, dans ce cas, signature d'un avenant.*

Sur quoi repose ce chiffrage ?

En tout état de cause, l'article 13 indique que si le projet n'a pas abouti sur une durée de 6 ans, "la Commune s'engage à racheter (...) l'ensemble des biens maîtrisés par l'EPF PACA et ne pouvant être rétrocédés à un opérateur".

*C'est-à-dire que **la Ville risque d'ici 6 ans d'avoir à racheter à hauteur de 5 millions d'€ -ou plus-** si cette opération ne se réalise pas.*

*On voit **les risques pour les finances de notre ville** qui sont induits par cette convention ».*

Un long débat s'ensuivit.

Evidemment, M. Leleux et sa « majorité » assuraient qu'ils avaient raison et étaient dans leurs bons droits, qu'il n'y avait aucun risque financier, etc, etc. De mon côté, j'ai affirmé, le P.V. officiel des débats le relate : « *Je suis partisan du dialogue et du dialogue « avant », parce que lorsqu'il n'y a pas « avant », il y a contentieux* ».

Six ans après ces interventions et ces débats, cette délibération et cette convention, que constatons-nous ?

Qui disait vrai ?

Aujourd'hui, il nous est demandé par cette délibération 2009-222, en application de cette convention tripartite, de « *procéder à l'acquisition des bâtiments de la copropriété des Bois de Boulogne de la parcelle cadastrée BL n°178 pour un montant de 3 654 043 €* ».

Ce qui serait apparemment une « bonne affaire » puisque le Service des Domaines l'aurait estimée à 3 980 000 € et que cette opération « d'aménagement » serait subventionnée à hauteur de 53%.

Au regard de la situation catastrophique de la Ville, avec un désendettement qui représente 19 ou 20 années, je trouve que cette délibération fait preuve d'un humour rare.

Cette délibération ne fait pas état de la situation actuelle des copropriétaires qui ont été chassés de la copropriété et qui, pour de multiples raisons essentiellement imputables à la collectivité, ne sont toujours pas relogés sur le terrain de Saint Marc au Plan et ne pourront pas l'être avant de longs mois au regard des délais administratifs et techniques.

Ce qui pose un vrai problème.

Une autre question -que nous avons posée avec notre collègue juriste Nora Addad au conseil communautaire de vendredi dernier, 26 juin- est la légalité même des conventions signées par la ville de Grasse, la Communauté d'Agglomération et l'EPF PACA et avalisées par les conseils municipaux du 3 décembre 2012 et du 14 février 2013.

Deux conventions, faut-il le rappeler ?, que les élus Grasse à Tous n'ont pas votées.

Cette question est loin d'être superfétatoire.

En effet, le Code Général des Collectivités Territoriales énonce en son article L5216-5 :

« 1.-La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

1° En matière de développement économique : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire ; actions de développement économique d'intérêt communautaire (...) ».

En découle, **le principe d'exclusivité**. En application de ce principe, **les EPCI sont les seuls à pouvoir agir dans les domaines se rattachant aux compétences qui leur ont été transférées.**

En clair, s'agissant de compétences transférées à l'Agglomération –et de surcroît de zones d'intérêt communautaire- **la ville de Grasse n'a plus –depuis la création de la Communauté d'Agglomération la compétence et donc le droit d'agir dans ces domaines et donc le droit de signer des conventions en relevant.**

La création de la Communauté d'Agglomération Pôle Azur Provence en janvier 2002 a entraîné au plan juridique **le dessaisissement immédiat et total des cinq communes (Grasse, Auribeau, Pégomas, La Roquette, Mouans-Sartoux) pour les compétences transférées.**

Je vous renvoie à toutes les décisions de jurisprudence que vous devez connaître et ne pouvez ignorer : CE 16 octobre 1970 *Commune de Saint-Vallier*, 1970 ; CE 13 octobre 1978 n°02907 *Commune de Vénissieux* ; CE 1^{er} avril 1994 n°146946 *Commune de Réau* ; CE 14 janvier 1998 n°161661 *Communauté urbaine de Cherbourg* ; Cour administrative d'appel de Bordeaux 24 juin 2003 n°99BX00156 *Société SVE Onyx*.

Ce principe d'exclusivité se matérialise notamment par :l'interdiction de retracer définitivement dans le budget de l'EPCI des dépenses et des recettes qui ne se rapportent pas à l'exercice de ses compétences et dans celui des communes, des dépenses et des recettes relatives à l'exercice des compétences transférées à l'EPCI.

En clair, non seulement ces deux conventions nous paraissent entachées d'illégalité, mais, en outre, **l'inscription de dépenses -c'est le cas avec l'acquisition de ces bâtiments pour une somme de 3,6 millions d'€- au budget de la Ville est interdite.**

Le Droit et la sagesse voudraient donc que cette délibération soit retirée du conseil municipal de Grasse.

2015 - 106 **RENOUVELLEMENT URBAIN
DEMOLITION DES BATIMENTS DITS LES HANGARS
SIS AVENUE PIERRE SEMARD
PERMIS DE DEMOLIR**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain, un des objectifs est de requalifier l'îlot des « Hangars » en vue de la réalisation d'une véritable centralité à travers la production de programmes de logements collectifs en mixité sociale, l'implantation d'équipements publics et d'activités commerciales. Préalablement, il est nécessaire de démolir le bâti existant. Par conséquent, la présente délibération a pour objet d'autoriser le dépôt d'un permis de démolir sur cet ensemble.

Monsieur Paul EUZIERE

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Monsieur EUZIERE, il y a eu une convention de signer jusqu'au 31 août et Monsieur Le GUEVEL dont vous parlez doit céder son lot le 9 juillet à l'EPFR et non à la ville.

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur WESTRELIN, à partir du moment où la délibération est annulée, la convention est annulée et la procédure n'est plus fondée.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Nous ne sommes pas en train de refaire la délibération précédente Monsieur EUZIERE.

Monsieur Paul EUZIERE

Je dis que lors du débat précédent j'ai évoqué un certain nombre de points de droit, j'en évoque d'autres. A partir du moment où la convention est annulée, le rachat par la ville et la démolition sont illégaux. La ville n'est plus fondée à intervenir en application d'une décision de justice et même si on fait appel.

Monsieur le Maire

Etes-vous rassuré pour Monsieur Le GUEVEL ?

Monsieur Paul EUZIERE

Pas du tout ni pour Monsieur Le GUEVEL, ni pour les propriétaires qui ne peuvent pas être relogés au 31 août 2015, par la faute de diverses administrations qui ont tardé dans les actes. Le relogement à Saint-Marc de plusieurs copropriétaires a tardé du fait de la ville et de l'EPFR.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Certains propriétaires n'ont pas souhaité être à Saint-Marc.

Monsieur Paul EUZIERE

Je parle de ceux qui sont encore dans les locaux et qui doivent être relogés à Saint-Marc et je dis à Saint-Marc ils

ne pourront pas être relogés au 31 août 2015 du fait des administrations diverses et variées. Les locaux ne sont pas prêts. En plus de commettre un acte illégal et de voter une délibération à notre sens illégale on va leur mettre la pression de manière totalement invraisemblable pour des situations dont ils ne sont pas responsables.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Ces propriétaires ont acheté à Saint-Marc en février, ils ont pris l'engagement de quitter les hangars au mois d'août.

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur WESTRELIN, j'ai demandé pas plus tard que mercredi dernier au service de l'agglomération sur quel fondement on achetait une parcelle. La délibération a été retirée au Conseil Communautaire de vendredi.

Monsieur le Maire

Elle n'aurait pas dû être retirée. C'est parce que je n'étais pas là.

Monsieur Paul EUZIERE

Sans doute mais vous savez il faut continuer à foncer à tombeau ouvert, à être aveugle et sourd et à se faire condamner par la justice et un jour nous serons condamnés par la justice administrative mais également en dommage et intérêt. J'ai demandé pour savoir où en était la situation au service de l'agglomération un certain nombre d'informations sur le détachement de parcelle et l'établissement de la copropriété. Il m'a été dit que la copropriété n'était pas réalisée, que c'était une intention de l'EPFR et que cela n'était pas réalisé à ce jour. Comment voulez-vous que des copropriétaires qui ne sont pas encore dans une copropriété puissent agir, par exemple sur des questions de bornage ? Ils se sont engagés mais de bonne foi.

Monsieur le Maire

Monsieur EUZIERE, calmez vous, ne vous énervez pas.

Monsieur Paul EUZIERE

Je suis calme et ce dossier je le maîtrise totalement.

Monsieur le Maire

Je n'en doute pas et je respecte votre maîtrise des choses. C'est un dossier très important et il vaut mieux ne pas s'énerver. Vous êtes enthousiaste dans ce dossier et vous avez raison. Je veux garantir le bon déroulement des choses et que les personnes qui se sont engagées puissent être aussi dans une bonne approche et qu'effectivement tout le monde se mette à leur service pour que l'on avance dans le bon calendrier. Les questions de bornage ont bien sûr été rapportées auprès de moi.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Je souhaite apporter une précision à Monsieur EUZIERE. Le règlement de copropriété a été publié en février.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous m'obligez à mettre en cause les services de la communauté d'agglomération. Les informations je les demande aux services compétents et je pense qu'ils ne me mentent pas. Ces réponses m'ont été apportées mercredi par écrit. Si entre-temps les choses ont évolué tant mieux alors il faudrait que les élus disposent des éléments réels. Parce que si c'est en février et qu'au mois de juin on n'est toujours pas au courant et que les services concernés ne sont pas informés, il y a quelques petits problèmes.

Monsieur le Maire

Monsieur EUZIERE, je vais veiller à ce que toutes les informations vous soient transmises et vous avez raison de dire que vous devez avoir ces éléments. Qui vous a donné ces éléments à la communauté d'agglomération ?

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur GAVEAU.

Monsieur le Maire

Je vais me renseigner pour savoir pour quelle raison Monsieur GAVEAU n'est pas à jour dans ces informations. Mardi il y a une réunion sur la question des bornages. Nous allons accélérer ces questions de bornage afin d'être dans les bons calendriers. Je m'engage à regarder ces questions de règlement de copropriété afin que l'on vous fournisse la date exacte.

Monsieur Paul EUZIERE

Je l'ai parce que depuis j'ai été informé par le notaire. Les services de l'agglo disent une chose, les services de l'EPFR disent autre chose et les intéressés encore autre chose. Je connais ce que je découvre petit à petit et je suis inquiet.

Monsieur le Maire

Je serais ravi que l'on puisse échanger ensemble.

Madame Myriam LAZREUG

Dans la mesure où on a une délibération modifiée le jour du Conseil Municipal, nous n'avons pas toutes les informations est-ce qu'il serait possible de la reporter au prochain Conseil Municipal ainsi que la délibération sur le permis de démolir ? Comme cela nous pourrions voter en ayant tous les éléments en notre possession.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Cette délibération n'a pas été modifiée, c'est la précédente qui a été modifiée.

Madame Myriam LAZREUG

La délibération que j'ai sous les yeux est modifiée aujourd'hui. Cette délibération est la conséquence de la précédente.

Monsieur le Maire

Cette délibération n'a pas été modifiée.

Madame Myriam LAZREUG

Elles sont liées. Pourrions-nous reporter la deuxième délibération ?

Monsieur le Maire

Elle n'a pas été modifiée.

Madame Myriam LAZREUG

Donc vous refusez de la reporter.

Monsieur le Maire

Oui c'est cela.

Madame Mékia Noura ADDAD

Je souhaite revenir à la délibération précédente et juste pour obtenir des informations. Les 3,6 millions d'euros ont-ils été budgétés ?

Monsieur Philippe WESTRELIN

Bien sûr. Je dois aussi vous rassurer. C'est une opération qui va permettre la vente de ce bien et nous allons donc obtenir des recettes.

Madame Mékia Noura ADDAD

L'intégralité de la somme a été budgétée.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Cela a été précisé lors d'une délibération précédente.

Madame Mékia Noura ADDAD

Je vais procéder à des vérifications et si besoin je reviendrai vers vous.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO votent contre et Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

Ce qui n'empêche pas que je souhaite rencontrer Monsieur EUZIERE afin de pouvoir évoquer toutes ces questions avec lui.

**RENOUVELLEMENT URBAIN
DÉMOLITION DES "HANGARS"
QUARTIER DE LA GARE**

Intervention de **Paul EUZIERE**,
Président du groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement

Au-delà de ce que nous avons dit au sujet de la délibération précédente qui est lié à celle et qui est incontournable au plan du Droit, je voudrais souligner que, contrairement à ce qui nous a été affirmé, **plusieurs copropriétaires ne seront pas en mesure de quitter les locaux qu'ils occupent, avenue Pierre Séward au 31 août 2015.**

Cette situation d'ailleurs n'est pas leur fait.

D'autre part, **un des copropriétaires -M. Le Guevel- n'a toujours pas vendu à l'EPF PACA** qui, avec l'annulation de la convention opérationnelle par la Justice, n'a plus de fondement à agir.

Enfin, comme vous devez le savoir, **un recours en annulation de la Déclaration d'Utilité Publique** prise par le Préfet des AM le 6 novembre 2013 à la demande de M. Leleux, a été déposé au Tribunal Administratif de Nice, le 22 avril 2014.

Dans ces conditions, cette délibération qui vise à accorder au Maire l'autorisation de démolir nous paraît aussi surréaliste qu'illégale.

Nous vous demandons donc de la retirer car, de par son objet, pourrait être considérée comme **une voie de fait ouvrant droit à réparation** pour chacun des copropriétaires encore concernés. (3^e chambre civile, 9 septembre 2009, pourvoi : n°08-11154, BICC n°716 du 15 février 2010 et Legifrance).

Sous cet angle là, je me permettrai de suggérer que cesse toute intervention administrative ou autre d'un personnel municipal qui n'est plus habilité à être l'interlocuteur dans cette opération qui relève de la Communauté d'Agglomération, de ses personnels et élus.

**2015 - 107 RENOUELEMENT URBAIN
ACQUISITIONS DES EMPRISES FONCIERES NECESSAIRES A LA REALISATION
DE LA VOIE DE DESENCLAVEMENT DU QUARTIER DE LA GARE**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain, un des éléments majeurs de l'aménagement du quartier de la gare est la création d'une voie de désenclavement des ensembles d'habitations du secteur. La finalité est de transformer en profondeur ce quartier à forte concentration de difficultés sociales, vers des espaces urbains ordinaires caractérisés par la diversité des fonctions et des habitats, par l'ouverture et les relations avec le reste de la ville. C'est la raison pour laquelle, ce jour, une délibération vous est présentée portant sur l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation de cette voie d'ouverture du quartier.

Je vous demande de bien vouloir approuver l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la création de cette voie moyennant un prix total de 190 000€, autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer pour le compte de la Ville tous documents à intervenir dans le cadre de cette affaire, notamment l'acte d'acquisition et de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget communal 2015.

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 108 GROUPEMENT DE COMMANDE
FOURNITURE DE GAZ ET D'ELECTRICITE
ADHESION**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Le présent rapport a pour objet de proposer au conseil municipal d'adhérer au groupement de commande proposé par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour mutualiser les besoins en fourniture de gaz et d'électricité.

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 109 CESSION N°308 DU VEHICULE DE MARQUE FIMAP
MODELE MG 85 B DS DE TYPE AUTOLAVEUSE**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Cette délibération a pour objet de réformer et de vendre un véhicule ou matériel inadapté à l'évolution et l'organisation de nouvelles missions déléguées aux services municipaux. La Mairie de Grasse est propriétaire du véhicule ou matériel de marque FIMAP modèle MG 85B DS de type auto laveuse immatriculée 221279. De par l'évolution et l'organisation de nouvelles missions déléguées aux services municipaux, ce véhicule ou matériel est devenu inadapté à l'usage attendu. Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la cession de ce véhicule pour un montant de 6 000 €.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Le prix semble très faible. C'est un matériel qui vaut très cher.

Monsieur le Maire

C'est un matériel qui a plusieurs années, qui avait été acquis 25 000 €, il y a cinq ans.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Maître TURRILLO est retenu sur une audience au Palais. Il m'a demandé avec votre accord de décaler ses délibérations un peu plus tard dans notre ordre du jour. Je vais céder la parole à Madame Valérie COPIN. Je cède la présidence de séance à Monsieur le premier Adjoint.

**2015 - 117 TABLEAU DES EFFECTIFS
MODIFICATION**

Madame Valérie COPIN

Suite au transfert de compétence du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la Ville vers la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, et aussi la création d'un service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme entre la commune et l'intercommunalité, un certain nombre d'agents communaux sont transférés de droit, induisant la nécessaire suppression au tableau des effectifs des postes correspondants.

Par ailleurs, un toilettage est proposé dans la présente délibération afin de faire correspondre, pour la catégorie A, le nombre de postes ouverts au nombre de postes pourvus, et, pour les autres catégories, interviennent des créations suppressions suite à la dernière CAP.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 118 SUPPRESSION D'UN EMPLOI DE CHARGE DE MISSION PROSPECTIVE

Madame Valérie COPIN

Il est proposé de supprimer l'emploi de chargé de Mission Prospective vacant depuis novembre 2009. Dans le cadre de la nécessaire réorganisation des services et de la rationalisation des effectifs et des crédits de la collectivité, il est proposé de supprimer cet emploi dont les missions sont aujourd'hui assurées par d'autres agents de la collectivité. Le Comité Technique s'est prononcé favorablement à l'unanimité lors de la séance du 31 mars 2015.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 119 SUPPRESSION D'UN EMPLOI DE CHARGE DE MISSION AGENT DE DEVELOPPEMENT LOCAL CUCS

Madame Valérie COPIN

Depuis le 1^{er} janvier 2015 la compétence de l'animation de la politique de la ville est intercommunale. Ce domaine a été transféré à la communauté d'agglomération du Pays de Grasse. L'emploi de chargé de mission n'a donc plus lieu d'être. Le Comité Technique s'est prononcé favorablement à l'unanimité lors de la séance du 31 mars 2015, Il est donc proposé de supprimer cet emploi et d'actualiser le tableau des effectifs.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 120 CREATION ET AMENAGEMENT D'UN PARC DE LOISIRS
MISE A DISPOSITION D'UNE PARTIE DU SITE ROQUEVIGNON**

Monsieur Gilles RONDONI

En partenariat avec le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, il est envisagé de créer ce nouveau parc naturel départemental sur une emprise appartenant à la commune dont l'aménagement et l'entretien des espaces seront assurés par le Département. il convient de le rappeler, un engagement de campagne de Monsieur le Maire, l'objectif était de répondre à une demande des familles grassoises en créant un aménagement simple en vue d'en faire une aire naturelle d'évolution sportive et de détente pour les familles. La commune étant propriétaire d'espaces naturels sur ce site elle a pu se rapprocher du Département et engager une discussion afin de réfléchir à un aménagement cohérent et adapté de ces espaces et à la création d'un nouveau parc départemental, le premier dans notre secteur.

Pour le Conseil Départemental :

- Réalisation des aménagements liés à l'accueil du public et entretien (signalétique, mise en place de modules tables et bancs, parcours sportif, etc.)
- Aménagement d'une aire de stationnement de 20 places, entretien des pistes et des sentiers balisés, débroussaillage réglementaire et gestion des boisements
- Actions de protection de la faune et de la flore, d'information et de sensibilisation,
- Gestion des accès et des différents usages,
- Prise en charge des éventuels abonnements ou contrats liés à la gestion du parc, et paiement des factures en lien, et souscription à une assurance,

Pour la commune :

- Assurer la surveillance du site et faire appliquer le règlement du parc naturel départemental (police municipale)
- Assurer un contrôle visuel des aménagements, signaler les dégradations au CD 06
- Assurer un nettoyage régulier du site (Proximité)
- Solliciter l'autorisation du CD 06 pour toute utilisation du site pour des manifestations spécifiques ou à caractère médiatique,
- Solliciter l'avis du CD 06 pour l'aménagement de parcelles contiguës au parc
- Solliciter la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse pour la gestion des déchets sur le site (conteneurs et collecte)

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 – 121 GR 406 – ROUTE NAPOLEON

Monsieur Gilles RONDONI

Le présent rapport a pour objet d'accepter la création du nouveau GR406 suite à la demande conjointe de la Fédération de Randonnée Pédestre et du Département des Alpes-Maritimes dans le cadre de la valorisation des "Randonnées de la Route Napoléon".

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 122 TRIATHLON 2015 - FITDAYS MGEN 2015

Monsieur Gilles RONDONI

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la Ville de Grasse et l'association TIGRE organisatrice de l'événement "FITDAYS » les 9 et 10 juillet 2015, en cette année de célébration du bicentenaire du débarquement de Napoléon et son trajet sur la route Napoléon. Le Sport a une importance pour la Ville de Grasse avec plus de 11.200 licenciés sur son territoire et environ 30.000 sportifs pratiquant le sport en loisir sur la Commune. Il y aura deux étapes sur le territoire grassois: arrivée de l'épreuve des 40 km de vélo depuis Golfe-Juan et pour partie, sur la Route Napoléon, ainsi que la course à pied de 10 km à Grasse (l'épreuve de 1500m nage se déroulant sur Golfe-Juan).

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 110 PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS PUBLICS
DEMANDE D'OCTROI – RUE PAUL GOBY**

Monsieur Jonathan TURRILLO

Cette délibération est récurrente. Trois agents de la police Municipale demandent à bénéficier de la protection fonctionnelle. Il s'agit de Messieurs LE JOLIVET, MARI et MATHIEU qui ont été victimes d'outrages et de rébellion lors de la verbalisation d'un véhicule en infraction rue Paul Goby à Grasse.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 111 CONVENTION ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET MONSIEUR ET MADAME ARMOR
CREATION D'UNE RAMPE D'ACCES**

Monsieur Jonathan TURRILLO

La commune de Grasse autorise Monsieur et Madame ARMOR à réaliser des travaux de reprofilage de la traverse piétonne Sidi Brahim afin de rendre accessible leur propriété depuis la voirie publique. Le permis de construire prévoit de créer une rampe permettant l'accès à leur propriété (parcelle cadastrée section BZ n°52) afin d'autoriser la desserte de leur propriété depuis la traverse Sidi Brahim. La rampe d'accès prendrait appui sur la volée d'escalier de la Traverse Sidi Brahim, domaine public communal. Une requalification partielle à la charge du demandeur en partie haute, de ladite traverse sera induite par la création de la desserte de leur propriété. A ce titre, des aménagements du domaine public communal sont donc nécessaires. Ces aménagements seront réalisés et intégralement pris en charge par Monsieur et Madame ARMOR.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 112 PROMENEURS DU TEMPS
TARIFICATION DROITS D'ENTREE**

Monsieur Jonathan TURRILLO

Le spectacle itinérant « Les promeneurs du temps », proposé depuis 2013 par la Compagnie « Le son de choses » et écrit par Luc GIRERD, est d'une grande qualité historique et artistique, son scénario ayant été élaboré avec la participation du service Ville d'art et d'histoire, en charge de la médiation du patrimoine de la commune. Les représentations d'une durée de deux heures sont payantes, au tarif unique de 10 € T.T.C. par personne et la vente des billets est ouverte à partir du 6 juillet 2015.

Monsieur le Maire

Je reprends la présidence de séance.

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 113 MODIFICATION DES TARIFS DE LOCATION DE SALLES
 ESPACE CULTUREL ALTITUDE 500
 CHAPELLES SAINT-MICHEL ET VISITATION
 ESPACE CULTUREL LA CHENAIE**

Monsieur Jonathan TURRILLO

Dans un souci d'équilibre et d'équité des conditions de mise à disposition de salles aux associations sur l'ensemble de la commune, il convient d'harmoniser les tarifs d'occupation des chapelles Saint-Michel et de La Visitation, des Espace Culturel Altitude 500 et La Chênaie, en fonction de la fréquence d'utilisation des salles.

Monsieur Damien VOARINO

Mon intervention concerne deux délibérations la 113 et la 116.

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur Jonathan TURRILLO

Redéployer l'offre aux associations sur les autres salles que le palais des congrès, c'est aussi un moyen de faire connaître ces salles. Les salles proposées sont extrêmement accueillantes. Elles ont une identité historique pas négligeable qui fait aussi partie de l'offre qualitative que l'on propose aux associations. Les tarifs proposés sont extrêmement faibles. Qu'on puisse discuter sur le principe, le fait que nous proposons une grille tarifaire nettement inférieure à toutes les propositions dans le privé, cela ne me pose aucune difficulté. Lorsque l'on gère une association, on doit pouvoir assurer la location de salles sur des tarifs faibles.

Monsieur le Maire

Il est question de formaliser et de clarifier un certain nombre de choses. Les prix restent très attractifs. Pour ce qui est de l'entretien du palais des congrès, je profite de ce moment pour féliciter le personnel du palais des congrès à qui nous avons confié un certain nombre de missions afin de coordonner les services dans la réalisation de travaux. Nous souhaitons recevoir des grandes manifestations comme par exemple le WPC qui est né ici en terre de Grasse et qui au fil du temps a muté dans d'autres sites. Aujourd'hui lorsque je vois ce congrès mondial de la parfumerie se tenir à Deauville et bien je me dis que le travail qui est le nôtre est de pouvoir accueillir dans ces lieux ces congrès mondiaux de la parfumerie. Nous avons entrepris ces discussions pour pouvoir obtenir un accord. Nous souhaitons une vie et une dynamique plus large et cela passe par une modernisation du palais. Le palais des congrès va nettement progresser dans sa modernisation et nous sommes dans cette démarche.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

<p>MOIFICATION DES TARIFS DE LOCATION DE SALLES</p>
--

Intervention de **Damien VOARINO**,
Conseiller municipal, groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement

Monsieur le Maire, chers collègues,

Mon intervention concerne aussi bien la délibération 113 que la 116.
Il ne s'agit pas pour nous d'entamer une discussion de marchands de tapis pour rogner 10 euros par ci ou là, mais de débattre de l'esprit de ces deux délibérations, notamment sur la politique tarifaire envers les associations grassoises.

A l'exception de la facturation du personnel que nous pouvons comprendre dans certains cas, en commission il nous a été présenté trois arguments principaux pour expliquer ces délibérations :

- un souhait de repositionner le Palais des Congrès sur un créneau de manifestations de plus haut standing,
- la situation financière de la Ville qui nécessiterait de rechercher de nouvelles rentrées d'argent,
- le fait que les salles ont un coût qu'il faudrait répercuter aux associations.

Je souhaite faire part publiquement de plusieurs réflexions.

Repositionner le Palais des Congrès, on peut en discuter.
Mais avant d'afficher de telles ambitions, peut être, faudrait il commencer par régler les problèmes d'étanchéité du toit pour lesquels, j'ignore pour quelles raisons, la Ville n'a jamais fait jouer la garantie décennale...

Vous conviendrez qu'avant de parler de "*manifestations de standing*", il faudrait, peut-être, reconsidérer l'entretien du bâti, l'état de la toiture, des murs et de la moquette des escaliers qui lorsqu'il pleut devient une éponge parfois à peine praticable.

Avant de décider de manifestation de "haut standing", commençons par effectuer les travaux indispensables et consacrons-leur les budgets nécessaires.

La situation de la Ville nécessiterait de trouver des rentrées financières... Peut être. Mais ce n'est pas sur le budget des associations grassoises aux moyens limités que nous récupérerons les millions d'euros engloutis par ailleurs.

Est-il juste de faire payer toujours plus les associations et les usagers grassois pour combler des trous qui viennent d'abord de l'endettement faramineux de la Ville qui fait que nous allons payer cette année, selon vos propres estimations, au moins 5,5 millions d'€ pour les seuls intérêts de la dette?

Enfin, les salles ont un coût. C'est exact. Mais la différence entre le coût d'une salle vide et celui d'une salle pleine est ridiculement faible.

Il faut bien en assurer l'entretien, qu'elles soient utilisées ou pas.

Or nous pouvons craindre que cette tarification conduisent les associations à se tourner vers les salles privées, voir vers d'autres villes.

A l'inverse, la location d'une salle à un prix modique est un magnifique moyen de dynamiser l'activité associative et cela pour un coût dérisoire pour la Ville.

Cette "rentabilité" là existe aussi et devrait-être prise en compte par les élus que nous sommes.

Je pense que nous devrions éviter les postures purement idéologiques sur cette question.

Pourquoi demander aux associations grassoises de financer encore des locaux que les Grassois financent déjà par leurs impôts ?

**2015 - 114 MUSEE JEAN-HONORE FRAGONARD
MISE EN PLACE D'ATELIERS DE DESSIN
TARIFICATION**

Monsieur Jonathan TURRILLO

Le service des publics des Musées de Grasse souhaite mettre en place, au Musée Jean- Honoré Fragonard, des ateliers de dessin pour adolescents et adultes de tous niveaux, en lien avec les œuvres de la collection. Le personnel des Musées de Grasse est formé pour animer cette pratique artistique et pourrait donc assumer l'animation de ces ateliers. Ces ateliers se dérouleront pendant les vacances scolaires, au tarif proposé de 6€ par personne.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 115 MUSEE JEAN-HONORE FRAGONARD
REGIE DES RECETTES
RETRAIT DE CATALOGUES POUR DONS**

Monsieur Jonathan TURRILLO

Vu la délibération du 20 juin 2002 portant sur la vente à la régie de recettes du Musée Jean-Honoré Fragonard, du catalogue de l'exposition « Fragonard et le voyage en Italie », édité à 500 exemplaires. La régie de recettes du Musée de Jean-Honoré Fragonard possède encore des stocks importants de ce catalogue. Dans le cadre de la promotion des Musées de Grasse et afin de pouvoir continuer à obtenir des catalogues d'expositions d'autres musées par le biais d'échanges, le Musée Jean-Honoré Fragonard souhaite retirer quinze catalogues « Fragonard et le voyage en Italie » du stock de sa régie de recettes. Le coût de cette opération s'élève à 150 € car chaque ouvrage a une valeur de 10 €.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 116 TARIFICATION SALLES PALAIS DES CONGRES, CHIRIS, SALLE SOUS LE COURS

Monsieur Jonathan TURRILLO

La Commune souhaite actualiser les tarifs applicables aux salles municipales du Palais des Congrès, de l'Espace Chiris et de la Salle sous le Cours afin d'offrir aux usagers publics, privés et associatifs, une gamme de tarifs correspondant à leurs besoins et à leurs utilisations de ces salles. Vous avez en annexe les différentes tarifications proposées pour ces accès. Cela participe de la même politique que j'avais évoquée dans la précédente délibération concernant les tarifs des salles de l'altitude 500 et d'autres salles municipales.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

2015 - 123 RESTAURATION SCOLAIRE TARIFICATIONS POUR LES USAGERS

Madame Dominique BOURRET

Il y a plusieurs paramètres dans cette délibération pour laquelle une délibération de principe avait été présentée en avril dernier. Considérant qu'aux coûts des denrées alimentaires des repas livrés par le délégataire SODEXO, il doit être ajouté à chaque repas une moyenne de 4.40€ de frais des personnels communaux et 0.05€ de fluides dans chaque office des écoles. Vu la délibération du Conseil municipal du 14 avril dernier concernant la modification de principe pour la tarification du prix du repas pour les usagers dans les cantines. Vu le prix du repas actuellement payé par les enseignants qui commandent un déjeuner dans les écoles publiques de 4.71 €. Vu le coût des repas livrés par notre délégataire actuellement de 5.45 € TTC pour les enseignants. Vu l'augmentation du coût du repas, chaque année, au mois de septembre, conformément à la formule de révision des prix de l'article 41 du contrat de Délégation de Service Public pour prendre en considération l'évolution du prix des denrées alimentaires ainsi que celle de la rémunération du personnel du délégataire. Considérant qu'avec la baisse des dotations de l'Etat, la Ville ne peut continuer cette participation financière sur ces 4 200 repas annuels environ des enseignants. Considérant que la Ville ne souhaite pas augmenter les impôts sur sa commune. Je vous prie de bien vouloir approuver que les enseignants seront facturés au coût réel des denrées des repas, soit 5.45€ TTC à compter de la rentrée scolaire de septembre 2015 et chaque augmentation annuelle sera répercutée sur la facturation aux enseignants. Le coût des repas qui est actuellement de 4.13 € TTC pour les enfants de maternelle et de 4.55 € TTC pour les enfants d'élémentaire qui déjeunent dans les cantines scolaires. La Ville de Grasse participe chaque jour à 1.32 € par repas d'enfant en maternelle et 1€66 par repas d'enfant en élémentaire. Le prix du repas payé actuellement par les familles de 2.81€ pour un enfant de maternelle et de 2,89€ pour un enfant d'élémentaire. Considérant qu'avec la baisse des dotations de l'Etat, la Ville ne peut continuer cette participation financière sur ces repas. L'utilisateur doit pouvoir participer aux services dont il bénéficie mais à la hauteur de ses moyens financiers. Considérant que les familles d'enfant ne résidant pas sur la Commune de Grasse mais dont l'enfant est demi-pensionnaire dans une école grasseoise sera automatiquement facturé au prix coûtant du repas maternelle ou élémentaire. La participation au coût du repas de la Ville sera en fonction du Quotient Familial (QF) de chaque famille. Je vous prie de bien vouloir approuver les six tarifs différents pour les repas en maternelle et les six tarifs différents pour les repas en élémentaire. Vous avez donc la grille, il y a six tarifs avec un coefficient de 0 et à 1 600 et plus.

Je vous demande de bien vouloir approuver cette nouvelle grille tarifaire applicable au 1^{er} septembre 2015 :

- Repas enseignants : 5.45 € TTC
- Repas enfants de maternelle ne résidant pas sur la Commune : 4.13 € TTC
- Repas enfants d'élémentaire ne résidant pas sur la Commune : 4.55 € TTC

Madame Magali CONEZA-MOZIN

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur le Maire

Je suis favorable à ce que l'on mène une réflexion. Nous avons d'ailleurs demandé une rencontre avec la direction de Sodexo afin d'évoquer la question des circuits courts, l'intégration dans les différents menus du travail de nos agriculteurs sur la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et souhaité qu'ensemble nous évoquions ces questions sur l'ensemble de la communauté d'agglomération. Par ailleurs, Paul EUZIERE a évoqué avec moi la question de l'outil de production lui-même et la capacité d'utilisation de cet outil à la sortie de cette concession. Je pense que dans cette approche nous devons avoir ce regard. Je souhaite travailler sur une perspective à terme. Les références que vous prenez notamment sur la mairie de Cannes, avec les coûts que vous avancez ne sont pas les coûts de revient. Pour sortir des repas à 2,30 € la commune prend en charge une grosse partie du coût du repas avec des moyens différents que ceux de la ville de Grasse. Aujourd'hui les prix proposés restent corrects par rapport à ce qui se pratique dans les autres communes du département des Alpes-Maritimes. Je suis prêt à entamer des discussions d'amélioration de la qualité pour nos enfants. Je souhaite aider notre économie locale.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

RESTAURATION SCOLAIRE : TARIFICATIONS POUR LES USAGERS
Magali Conesa-Mozin

Bien conscients que l'état des finances de la Ville, la baisse des dotations de l'Etat impliquent une maîtrise rigoureuse des dépenses et des choix d'économie à faire, bien conscients que la participation collective à l'effort de maîtrise des coûts est nécessaire, nous faisons cependant le constat que cette délibération visant à reconsidérer les tarifs de restauration scolaire verra la hausse substantielle du budget cantine de la plupart des familles grassoises pourtant déjà touchées par l'austérité, les blocages des salaires et la précarité.

Pour illustrer mes propos, je prends ici l'exemple de deux familles.

La première est constituée d'une maman seule avec 2 enfants scolarisés en Ecole élémentaire dont les revenus du foyer sont de 1600 € par mois, cette famille verra le prix du repas augmenter de 0,46 €, soit une augmentation journalière de 0,92 € et un supplément annuel de 165,60 €. (0,92 € /jour x 5 jours / semaine x 36 semaines de cours dans une année).

La seconde famille est composée d'un couple avec 2 enfants scolarisés en Ecole élémentaire dont les revenus du foyer s'élève à 4 200 € par mois, cette famille verra le prix du repas augmenter de 1,66 €, soit une augmentation journalière de 3,32 € et une augmentation annuelle de 597,60 €.

A noter que pour la dernière tranche, vous augmentez le prix du repas de 57,43 %, cette dernière tranche concerne un couple avec 1 enfant dont le foyer cumule des revenus supérieurs à 2 750,00 € par mois (Des revenus et non des salaires).

Ainsi un couple avec un enfant à peine au-dessus du SMIC paiera le maximum, soit 4,55 € par repas, ce qui équivaldra pour un an à un montant total de 819,00 €.

La question de cette augmentation brutale du prix de la restauration scolaire est bien sûr indissociable de la qualité des repas distribués par la Sodexo qui est loin de donner satisfaction même s'il faut reconnaître quelque amélioration ces dernières années.

Proposer des repas bons, de bonne qualité à des prix raisonnables est possible.

C'est le choix fait par de plus en plus de municipalités qui préfèrent l'utilisation de circuits courts, l'approvisionnement avec des produits frais issus de l'agriculture locale et des produits bio.

A Cannes, par exemple, des repas 100% faits maison sont proposés avec des produits frais, issus de la production locale, et bio, le coût du repas pour les familles cannoises en école maternelles et élémentaires est de 2,80 €.

A Nice, la restauration scolaire est désormais effectuée en régie.

La qualité y est privilégiée avec des tarifs abordables et un tarif réduit pour les familles dont les revenus n'excèdent pas un certain plafond.

En maternelle, le prix du repas est de 2,80 €, le tarif réduit est de 1,61 €.

En élémentaire, le prix du repas est de 3,10 €, le tarif réduit est de 2,18 €.

Autant d'exemples qui devraient nous inspirer un autre type de gestion - que nous souhaitons en régie- et une restauration scolaire de qualité à moindre coût pour les familles qui vont donc, dès le mois de septembre prochain, avec cette nouvelle grille, subir une forte augmentation.

**2015 - 124 DELEGATION DE SERVICE SCOLAIRE
RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE
AVENANT N°10**

Madame Dominique BOURRET

La nouvelle tarification prend en considération le Quotient Familial des usagers, il est nécessaire de modifier le règlement de service pour que les pièces à fournir au délégataire au moment de l'inscription à la cantine incluent l'attestation de la CAF mentionnant le QF. La Ville de Grasse souhaite une actualisation annuelle de l'inventaire du matériel des offices-relais et de la cuisine centrale au sein de chaque compte-rendu annuel du délégataire. Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°10 au contrat de Délégation de Service Public relatif à la restauration scolaire et municipale conclu avec la société SODEXO.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 125 REGLEMENT INSCRIPTION
CENTRES DE LOISIRS LORS DES VACANCES SCOLAIRES**

Madame Dominique BOURRET

Vu la délibération en date du 1^{er} juillet 2014 où le Conseil Municipal a adopté le mode de tarification pour les activités de loisirs organisées sur son territoire par l'intermédiaire de son Service Jeunesse ou par des associations conventionnées. Considérant qu'il est nécessaire d'apporter des modifications concernant la participation aux activités des enfants hors commune. Considérant par ailleurs que l'on désigne par enfant hors commune les familles ne résidant pas à Grasse ou ne payant pas d'impôts fonciers à Grasse.

Considérant de ce fait que les activités proposées sur le territoire et mises en œuvre par la commune doivent correspondre aux besoins des familles grassoises. Il convient de proposer une hiérarchisation dans les inscriptions des enfants dans les centres de loisirs lors des vacances scolaires et dans les séjours avec hébergement pendant les vacances scolaires :

- En priorité : enfant dont les parents résident à Grasse ou paient leurs impôts fonciers à Grasse
- En second : enfant dont un des parents travaille sur Grasse
- En troisième : enfant dont les parents ne résident pas à Grasse ou ne paient pas d'impôt fonciers à Grasse.

Considérant les nouvelles orientations budgétaires de la Commune, il est proposé un plein tarif pour les enfants dont les parents ne résident pas à Grasse, ne paient pas d'impôts fonciers à Grasse et ne travaillent pas à Grasse :

- 28€ par jour pour un accueil en centres de loisirs pendant les vacances scolaires.
- 60€ par jour pour un séjour avec hébergement pendant les vacances scolaires.
- Pour les autres cas ce sera le QF qui sera appliqué.

Je vous demande de bien vouloir modifier les tarifs d'inscription aux centres de loisirs et aux séjours avec hébergement lors des vacances scolaires en fonction de la résidence des enfants inscrits ou du lieu de travail des parents.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Je note avec une certaine satisfaction que vous avez fait un classement discriminatoire au sens strict du terme. C'est-à-dire en appliquant une préférence locale en classant :

- En priorité : enfant dont les parents résident à Grasse ou paient leurs impôts fonciers à Grasse
- En second : enfant dont un des parents travaille sur Grasse
- En troisième : enfant dont les parents ne résident pas à Grasse ou ne paient pas d'impôt fonciers à Grasse.

Donc ce qui est possible d'un point de vue local c'est ce que nous soutenons, nous, d'un point de vue national doit être possible. Je vous félicite.

Monsieur le Maire

Je vous remercie de votre intervention.

Madame Dominique BOURRET

Il s'agit d'une hiérarchisation juridique par un lien fonctionnel.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Madame BOURRET, je vous rassure, c'était une pointe d'ironie.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 126 TARIFICATION APPLICABLE AU MARCHÉ
DU COURS HONORE CRESP**

Madame Valérie DAVID

Depuis le mois d'avril 2015, ce marché est effectif sur le Cours Honoré Cresp. Considérant que ce marché est en pleine expansion et pour le pérenniser, il convient de revoir la tarification dudit marché, à savoir :

1,50 € du Ml et par jour du 1^{er} septembre au 30 juin.

et

3,00 € du Ml et par jour du 1^{er} juillet au 31 août.

Cette tarification sera applicable à toute autre forme de marché se tenant en ces lieux et particulièrement pour les marchés nocturnes de la période estivale.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 127 HOMMAGES PUBLICS
MODIFICATION D'APPELATION D'UNE VOIE AVENUE LOUISON BOBET
A PARTIR DU N°80 JUSQU'AU N°128 EN FUTURE AVENUE JOSEPH HONORE ISNARD**

Madame Nicole NUTINI

Cette délibération a pour objet d'approuver la nouvelle dénomination partielle de la voie publique « AVENUE LOUISON BOBET » en « AVENUE JOSEPH HONORE ISNARD » entre le n°80 et le n°128, localisée dans le Parc d'Activité des Bois de Grasse. La commission des hommages publics dans sa séance du 27 mai 2015 a émis un avis favorable à ce projet, après analyse et prise en compte de la synthèse de la concertation publique faite par le service gestion du domaine public auprès des entreprises et sociétés du parc des Bois de Grasse.

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Nous sommes réservés sur cette délibération. Pour nous un hommage public doit s'adresser à quelqu'un qui a rendu de grands services à la Nation ou à la Ville. C'est une publicité personnelle gratuite pour Monsieur ISNARD. Je ne vois pas ce que cela apporte à la ville de Grasse. Je ne vois pas le bien commun, collectif.

Monsieur le Maire

Monsieur Joseph Honoré ISNARD est une personne qui a permis à la parfumerie de se développer à travers ce transport et cette vente d'alcool. C'est à ce titre que nous avons souhaité passer dans la commission des hommages publics. Elle s'est prononcée à l'unanimité sur ce positionnement, reconnaissant ainsi le travail mené dans cette identité patrimoniale forte.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2015 - 128 HOMMAGES PUBLICS
CREATION ET DENOMINATION D'UN SQUARE PUBLIC
AVENUE HENRI DUNANT PARTIE HAUTE**

Madame Nicole NUTINI

Monsieur Claude CHETON a proposé à Monsieur le Maire la création d'un square paysager public arboré et esthétique, sur un délaissé du domaine public, sous le toboggan de l'Avenue Frederic Mistral. Monsieur CHETON propose à Monsieur le Maire la possibilité de dénommer ce square « Square René CHETON » rendant ainsi hommage à son père, ayant œuvré au travers de ses actions pour la commune de GRASSE.

Monsieur Paul EUZIERE

Cette délibération nous pose plusieurs problèmes :

1. On supprime un certain nombre de places de parking.
2. Donner le nom d'un square qui n'est pas encore réalisé cela me paraît surprenant.
3. Taxer de bienfaiteur dans une délibération une personne très estimable mais dont on ignore tout au niveau de ses actes de bienfaisance pour les grassois me semble discutable.

Monsieur le Maire

Je vous rassure sur le fait qu'il n'y a pas de perte de places de stationnement et je vous fais parvenir le plan. Le côté bienfaiteur c'est parce que nous avons fait cette délibération avec cette convention afin de percevoir ces 100 000 € pour aménager ce délaissé de domaine public. Cela mérite d'être reconnu et c'est pourquoi nous avons employé ce terme.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame LAZREUG (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur DEGIOANNI, Madame BANCEL, Madame SANJUAN s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

2015 - 129 INSTAURATION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATIONS AU PROFIT DE LA VILLE DE GRASSE SUR LES PROPRIETES DES RIVERAINS DU 213 ROUTE DE PEGOMAS

Madame Nicole NUTINI

Il convient de régulariser par convention, la servitude de passage de canalisations publiques d'eaux usées et d'eau potable existantes, au profit de la Ville de Grasse. La présente délibération a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 130 PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LES EPOUX FRATTINI

Madame Nicole NUTINI

Le quartier Sainte Anne / Basses Ribes est traversé par plusieurs ouvrages d'évacuation des eaux pluviales, dont certains, très anciens, sont vétustes. Entre 2010 et 2014, plusieurs riverains de ce quartier ont alerté les services de la mairie de Grasse, sur les inondations qu'ils subissaient, à cause notamment de dysfonctionnements de ces ouvrages d'évacuation. L'un d'eux, en particulier, est un vieux canal en pierres, qui traverse des propriétés privées et qui s'était effondré en partie, juste en contrebas du chemin de Sainte Anne.

Malgré les sondages et les tentatives de curage ou de réparation du canal, commandés par la Ville de Grasse, le bon écoulement de l'eau de ruissellement n'a pas pu être rétabli. Les services de la Ville ont alors élaboré un projet de renouvellement de l'ouvrage ancien par une canalisation neuve. Cependant, quelques personnes se sont opposées à la réalisation de travaux dans leur propriété, mettant fin au projet communal de travaux. Pour que les riverains situés en contrebas du chemin des Basses Ribes ne soient pas pénalisés par l'arrêt des travaux sous le chemin de Sainte-Anne, la Ville a créé une grille de récupération des eaux de pluie sur le chemin des Basses Ribes. Puis, finalement, Monsieur FRATTINI a décidé de faire lui-même les travaux en contrebas du chemin de Sainte Anne, pour mettre fin aux écoulements anarchiques d'eaux de ruissellement dans sa propriété. En septembre 2014, Monsieur FRATTINI demande le remboursement des frais occasionnés par la réparation du réseau public, à raison de 3 500 euros.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2015 - 131 INSTAURATION DES NOUVELLES AUTORISATIONS DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES NON DOMESTIQUES DANS LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE LA VILLE DE GRASSE

Madame Nicole NUTINI

La ville de Grasse possède un des parcs industriels les plus importants de notre département. Ces entreprises génèrent des eaux usées non domestiques qui se rejettent dans notre système d'assainissement. D'après l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de l'établissement public compétent. Dans le cadre de l'opération Concert'Eau, qui lie la ville de Grasse à la chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur, la chambre des métiers et de l'artisanat des Alpes Maritimes et l'Agence de l'Eau, des contrôles sur les rejets d'eaux usées non domestiques sont réalisés avec la participation des établissements professionnels. Dans le cas où l'activité de l'établissement génère des effluents non domestiques, raccordés aux réseaux publics d'assainissement, il pourra être établi par la Mairie, un arrêté municipal d'autorisation de ces rejets dans les réseaux, pour être traités dans les stations d'épuration communales. De plus, la ville de Grasse doit mettre en place des nouveaux seuils d'acceptation d'eaux usées non domestiques dans son réseau. Jusqu'à ce jour rien n'est prévu pour les petites entreprises.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 132 SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
REMPACEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL D'EXPLOITATION**

Madame Nicole NUTINI

Le Conseil d'Exploitation du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été désigné lors du Conseil Municipal du 24 avril 2014. Il est constitué de 5 membres, dont la Directrice Générale des Services Techniques. Le départ prochain de cette dernière nécessite qu'un nouveau membre du Conseil d'Exploitation du SPANC soit désigné. Il est proposé que Mme Christine MOUTON, qui suit le budget annexe du SPANC, puisse devenir membre du Conseil d'Exploitation du SPANC.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Nicole NUTINI

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec le Conseil Départemental des Alpes- Maritimes relative aux vaccinations publiques.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL
CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE 2 ECHELLES
A L'ECHELLE DU TERRITOIRE OUEST 06****Madame Anne-Marie DUVAL**

La ville de Grasse s'est engagée depuis 2011 avec la CAPG, la CASA, la CAPL et les communes d'Antibes et de Cannes dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan climat énergie Territorial à l'échelle de l'ouest de notre département. La ville a validé le processus d'élaboration de la stratégie et du programme d'actions du PCET de Grasse mais également de la stratégie commune du territoire de l'Ouest 06, co-construite avec les autres territoires partenaires. Ce PCET commun fédère ainsi les outils et les moyens de nos territoires pour répondre aux obligations réglementaires et renforce les partenariats déjà engagés.

Aussi la Ville de Grasse et les collectivités de l'Ouest 06 à travers cette stratégie Plan Climat Energie, se fixent des ambitions et se donnent les moyens pour répondre à leur échelle aux objectifs régionaux, nationaux et européens. Il est proposé de mettre en œuvre deux nouvelles actions communes de ce PCET, les actions W1 et W25. Pour mémoire les actions W 1 et W 25 font partie du Plan Climat Énergie Territorial Ouest 06 qui fait déjà l'objet d'une convention dans le cadre du partenariat entre les collectivités de l'ouest 06.

La présente délibération et la convention jointe précisent les modalités de partenariat (portage, pilotage et partage des coûts) pour l'action W 1 « Déclinaison du PCET dans les outils d'aménagement » entre les 5 collectivités (CASA, CAPG, les communes de Cannes, Antibes et Grasse) et pour l'action W 25 « Mettre en mouvement les acteurs de l'économie sociale et solidaire à l'échelle du territoire Ouest 06 » entre les 6 collectivités (CASA, CAPG, CAPL, les communes de Cannes, Antibes et Grasse). La mise en œuvre de l'action W 1 « Déclinaison du PCET dans les outils d'aménagement » requiert le recrutement d'un stagiaire pour une durée de 4 mois. Le montant prévisionnel sera de 2 000 € TTC maximum à répartir entre les 5 collectivités participantes à la démarche. La mise en œuvre de l'action W 25 « Mettre en mouvement les acteurs de l'économie sociale et solidaire à l'échelle du territoire Ouest 06 » engendre des coûts d'intervenants et de développement d'outils de communication, dont le montant prévisionnel s'élève à 1 000 € TTC à répartir entre les 6 collectivités. Il convient donc de valider ces nouvelles actions et d'autoriser la signature de la convention permettant de les mettre en œuvre.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 – 135 REGIE DES PARKINGS GRASSOIS
DESIGNATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR(TRICE)**

Monsieur Pascal PELLEGRINO

Le présent rapport a pour objet de désigner un nouveau directeur ou directrice de la Régie des Parkings Grassois. Je vous propose de désigner Madame Valérie BRUNETTI comme directrice, de la Régie des Parkings Grassois, en remplacement de Madame Sylvie ANGELONI.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 - 136 SERVICE DES PARCS DE STATIONNEMENT
AVENANTS AUX CONTRATS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

Monsieur Pascal PELLEGRINO

Le présent rapport a pour objet de modifier les tarifs des parcs de stationnement du Cours Honoré Cresp, de l'Hôtel de Ville et de la Foux, suite au passage au paiement au ¼ d'heure imposé par la Loi Hamon le 1^{er} juillet 2015.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Les délibérations 137 et 138 sont retirées de l'ordre du jour.

**2015 - 139 ECOLE MATERNELLE LES JASMIN
JARDIN D'ENFANTS LES BENGALIS
LOCAL POUR LES CONTENEURS POUBELLES**

Monsieur Jean-François LAPORTE

Considérant qu'aucun local à poubelle n'existe pour l'Ecole Maternelle «Les Jasmins» et le Jardin d'enfants « Les Bengalis», le personnel des écoles fait plus de deux cents mètres pour amener les conteneurs dans un parking voisin. Considérant que cet emplacement pose de gros problèmes de manutention, d'hygiène et de difficulté pour la collecte il a donc été étudié de construire un local sans toiture pour accueillir six conteneurs de 660 litres pour ces deux sites au 27, chemin de la Cavalerie. Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à déposer une déclaration préalable pour la création d'un local pour les conteneurs poubelles de l'Ecole maternelle «Les Jasmins» et du Jardin d'Enfants «Les Bengalis».

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2015 – 140 MOTION
SUPPRESSION DE L'ACADEMIE DE NICE**

Monsieur le Maire

La presse locale s'est fait l'écho ces dernières semaines de la fermeture de l'Académie de Nice, propos tenus par Madame la Rectrice dans Nice Matin. Cette information vérifiée est catastrophique pour notre département et aurait de lourdes conséquences en matière d'Education Nationale. Le Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti a mesuré immédiatement les incidences dramatiques d'un tel projet pour notre département. En effet, c'est une atteinte à la place qu'occupe notre département sur le territoire national. Nous serions privés d'une Académie pour être fusionnés, englobés et absorbés par Marseille. Nous ne pouvons qu'être inquiets quant à l'affectation future des enseignants, mais aussi sur l'évolution des besoins de nos établissements d'enseignements supérieurs. Fragiliser l'Académie de Nice, c'est également fragiliser l'Université. Si nous ne réagissons pas, demain les Universités de Nice et de Marseille pourraient être fusionnées. Aussi, mes chers collègues, tous les projets que nous portons pour notre ville en étroite collaboration et en proximité avec les services de l'Académie pourraient se voir relayés au dernier plan des préoccupations de la nouvelle technostructure que ce Gouvernement veut mettre en place. Je vous remercie de bien vouloir voter la motion pour Maintenir l'Académie de Nice dans ses frontières actuelles.

Monsieur Paul EUZIERE

Bien sûr, nous sommes entièrement d'accord pour le maintien de l'académie de Nice. Cette position est une position de bon sens de proximité. Cela nous renvoie au début de notre Conseil Municipal avec la reconcentration qui est un projet européen dans lequel s'intègre le gouvernement actuel mais aussi le précédent et sans doute le suivant. Nous votons cette motion sans aucune illusion sur la logique. Il est mal venu de protester en permanence contre des politiques que l'on soutient globalement depuis des années. Lorsque l'on est pour des politiques d'austérité, pour l'union européenne telle qu'elle se définit aujourd'hui on aboutit à cela.

Monsieur le Maire

Je suis enthousiaste à l'idée que vous allez voter une motion que nous avons proposée et que vous partagez cette nécessité. Cela ne vous a pas échappé que je ne soutiens pas la politique actuelle.

Monsieur Paul EUZIERE

Ce n'est justement pas une politique ponctuelle. C'est une politique qui ne date pas de 2012. C'est la politique de l'union européenne soutenue par le parti socialiste européen et par le parti populaire européen.

Monsieur le Maire

Je me battraï pour que l'on puisse défendre notre académie dans les Alpes-Maritimes.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Avant d'aborder la question de Madame LAZREUG je dois vous demander si vous avez des observations concernant la liste des arrêtés, ce que je n'ai pas fait en début de séance.

En vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, vous avez reçu les décisions prises en application de la délégation qui m'a été consentie par délibération du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur EUZIERE avez-vous des observations concernant la liste de ces arrêtés ?

Monsieur Paul EUZIERE

Non.

Monsieur DEGIOANNI avez-vous des observations concernant la liste de ces arrêtés ?

Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Non.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire

Question écrite de Madame Myriam LAZREUG :

La commune de Grasse décide-t-elle d'intenter toute action judiciaire nécessaire au recouvrement de la part TCSP du versement transport versé indûment depuis le 2 août 2010, en l'absence de commencement des travaux afférents au FUNICULAIRE et ce en application de l'article L 2333-6 du C.G.CT ?

Il s'agit d'un dossier éminemment complexe.

Il semblerait surprenant que la Ville de Grasse qui avait sollicité SILLAGES pour réaliser ce T.C.S.P. demande maintenant le remboursement du surplus de Versement Transport. D'autant qu'un nouveau projet de TCSP est en cours et vous le savez car nous l'avons abordé à la Communauté d'Agglomération. Il faut rappeler que le départ de la ville de Mougins de SILLAGES, qui versait une contribution de 2 millions d'euros, aux "Pays de Lérins" a mis en tension l'équilibre financier du service transport de la CAPG (ex SILLAGES). Ceux qui mettraient en péril ce service, au risque de supprimer le service des transports aux Grassois prendraient une lourde responsabilité. Pour ma part je ne souhaite pas prendre cette responsabilité. Néanmoins, j'ai demandé une analyse juridique très précise des obligations de la Ville de Grasse. Les services et nos conseils y travaillent actuellement.

Voilà pour la réponse que je peux vous formuler et dès que les services et les conseils m'auront ramené un certain nombre d'éléments je ne manquerai pas de revenir vers Madame LAZREUG pour pouvoir répondre complètement à cette question.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous avez dit que la ville de Grasse a sollicité SILLAGES pour le TCSP, non.

Monsieur le Maire

Oui.

Monsieur Paul EUZIERE

Je dis « non » jamais. Il n'y a jamais eu de consultation du Conseil Municipal sur le TCSP de Grasse. J'ai sollicité à maintes reprises, et tous les procès verbaux officiels le démontrent, un débat au sujet de ce TCSP dont on ne connaissait pas le trajet, le coût, dont on apprenait les modifications de trajet par Nice matin. J'ai demandé, redemandé que ce soit débattu en Conseil Municipal, cela ne l'a jamais été. Donc la ville de Grasse n'a jamais sollicité SILLAGES pour ce TCSP.

Madame Myriam LAZREUG

Je vous ai posé cette question parce qu'un contribuable grassois a la possibilité d'entreprendre une procédure judiciaire si la ville ne le fait pas. Je voudrais savoir si la ville souhaite se positionner et répondre à cette question oui ou non. Vous avez répondu par la négative ce qui ouvre la porte et la possibilité aux contribuables grassois de demander au tribunal d'être autorisés eux-mêmes à faire cette procédure. La réponse est donc « non ».

Monsieur le Maire

A ce jour « non » et j'ai demandé au conseil juridique et aux services de m'apporter tous les éléments sur ce dossier. Par ailleurs je souhaite vous rappeler que par délibération du 26 septembre 2014 la Communauté d'Agglomération a affirmé la volonté de réaliser des infrastructures de transport collectif en site propre.

Trois secteurs sont concernés :

- Le centre ville de Grasse et la gare SNCF.
- Le secteur ouest Peymeinade.
- Le secteur sud Mouans-Sartoux et les liens avec les pays de Lérins.

Je souhaite pouvoir mettre ces choses en œuvre et je m'appuierai d'ailleurs sur votre expérience, Monsieur EUZIERE, depuis de nombreuses années dans des différentes assemblées. Ce TCSP est important et doit voir le jour pour notre territoire tout entier de la Communauté d'Agglomération.

Monsieur Paul EUZIERE

C'est un débat qui est redondant et qui reprend ce qui a été dit vendredi en Conseil Communautaire. On parle de deux choses différentes. Il ne s'agit pas de ce que l'on va faire du versement transport à 1,75 % mais de ce qu'on en a fait depuis l'origine. C'est ça la question. C'est là que le bas blesse parce qu'effectivement cette somme, ce pourcentage, ce prélèvement à 1,75 % a été porté à ce niveau pour un TCSP qui n'a pas eu lieu. Ce que l'on fera, c'est une autre affaire. La question c'est : « qu'a-t-on fait de cet argent prélevé indûment ? » Qu'après on se mette d'accord sur ce que l'on fera mais là il y a une situation juridique financière qui nous interpelle et qui interpelle les 125 000 habitants des communes de la Communauté d'Agglomération actuelle plus Mougins qui sont fondés de demander des comptes.

Monsieur le Maire

Je vous répondrai lorsque j'aurai tous ces éléments.

Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ?

Non, alors je voudrais vous dire quelques mots au sujet du départ de Sylvie ANGELONI.

Tout à l'heure j'ai évoqué l'arrivée de notre nouveau Directeur Général des Services et maintenant je voudrais vous annoncer le départ de Madame ANGELONI, notre Directrice des Services Techniques qui pour des raisons personnelles a demandé sa mutation et son retour à la ville de Paris. J'en profite donc pour la remercier du travail accompli pendant trois années au sein de notre collectivité au profit des grassois et des grassoises et je voudrais en votre nom lui souhaiter bonne route sur le nouveau chemin qu'elle va emprunter dès le 6 juillet prochain.

Merci beaucoup et merci à Madame ANGELONI.

La séance est levée à 18h45.